



Cenovus Energy Inc.

Notice annuelle

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

Le 11 février 2020

TABLE DES MATIÈRES

INFORMATION PROSPECTIVE	1
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE	4
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ	4
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	8
Sables bitumineux	8
Deep Basin	10
Raffinage et commercialisation	11
Concurrence	12
Protection de l'environnement	12
Politiques en matière de responsabilité d'entreprise	12
Employés	13
FACTEURS DE RISQUE	13
DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES ET AUTRES DONNÉES SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ	14
Données relatives aux réserves	14
Développement des réserves prouvées et probables non développées.....	19
Facteurs ou incertitudes significatifs influant sur les données relatives aux réserves	20
Autres renseignements pétroliers et gaziers	20
DIVIDENDES	24
DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS	24
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	26
ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	27
COMITÉ D'AUDIT	32
POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI	34
MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS	
IMPORTANTES	34
AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES	35
CONTRATS IMPORTANTS	35
EXPERTS INTÉRESSÉS	35
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	36
QUESTIONS COMPTABLES	36
ABRÉVIATIONS ET CONVERSIONS	36
ANNEXE A – Rapport sur les données relatives aux réserves des évaluateurs de réserves qualifiés indépendants	A1
ANNEXE B – Rapport de la direction et du conseil d'administration sur les données relatives aux réserves et autre information	B1
ANNEXE C – Mandat du comité d'audit	C1
ANNEXE D – Rapprochements des rentrées nettes	D1

INFORMATION PROSPECTIVE

Dans la présente notice annuelle (la « notice annuelle »), à moins d'indications contraires ou que le contexte n'exige une interprétation différente, les renvois aux mots « nous », « notre », « nos », « sa », « son », « la société » ou « Cenovus » désignent Cenovus Energy Inc., ses filiales et les participations qu'elle et ses filiales détiennent dans des sociétés de personnes.

La présente notice annuelle renferme des énoncés prospectifs et d'autres renseignements (appelés collectivement l'« information prospective ») au sujet des attentes, des estimations et des projections actuelles de Cenovus, que la société a formulés en tenant compte de son expérience et de sa perception des tendances historiques. L'information prospective se distingue habituellement par l'utilisation du mode conditionnel, de mots comme « prévoir », « croire », « s'attendre à », « estimer », « estimation », « planifier », « projeter », « futur », « cibler », « viser », « capacité », « envisager », « se concentrer », « perspective », « prévision », « potentiel » ou de termes semblables suggérant une issue future, y compris des déclarations concernant notamment : la stratégie et les jalons connexes; les calendriers et plans; l'intention d'obtenir les meilleures marges et rentrées nettes pour nos produits; l'échéancier attendu pour nos phases d'expansion liées aux sables bitumineux et les capacités de production attendues s'y rapportant; les projections pour 2020 et les exercices ultérieurs ainsi que nos plans et stratégies pour les atteindre; les occasions futures de mise en valeur du pétrole et du gaz naturel; les résultats financiers et d'exploitation projetés, y compris les prix, coûts de vente et les flux de trésorerie prévisionnels; les priorités en matière de décisions de dépenses d'investissement ou d'attribution du capital ainsi que l'approche à cet égard; les dépenses d'investissement prévues, y compris leur montant, leur calendrier et leur financement; les techniques que l'on prévoit utiliser pour récupérer les réserves et le calendrier prévisionnel à cet égard; les coûts d'abandon et de remise en état futurs et le calendrier des paiements qui s'y rapportent; le paiement d'impôts prévu; les incidences éventuelles des différents facteurs de risque recensés; la production future attendue, y compris le calendrier, la stabilité et la croissance de cette production; les réserves prévues et l'information connexe, y compris les produits des activités ordinaires nets futurs et les frais de développement futurs; les capacités attendues, y compris en ce qui a trait aux projets, au transport et au raffinage; l'amélioration de la structure des coûts, les économies de coûts prévues et la possibilité de les maintenir; les échéanciers prévus relativement à l'obtention future d'approbations des organismes de réglementation, des partenaires ou à l'interne, les répercussions futures des mesures réglementaires; les prix des marchandises projetés et les tendances anticipées et leur incidence projetée sur Cenovus; les éventuelles incidences de divers risques, notamment ceux liés au prix des marchandises et aux changements climatiques, et l'utilisation et les

innovations futures de la technologie, y compris leurs incidences sur l'empreinte terrestre, sur le rapport vapeur/pétrole et sur la performance environnementale et la durabilité. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment à l'information prospective, car les résultats réels de la société peuvent différer considérablement de ceux que laissent entendre, explicitement ou implicitement, ces énoncés.

L'élaboration de notre information prospective repose sur un certain nombre d'hypothèses et la prise en compte de certains risques et incertitudes qui, dans certains cas, sont propres à Cenovus et dans d'autres, appartiennent à l'industrie en général. Les facteurs ou les hypothèses sur lesquels est fondée l'information prospective comprennent notamment ce qui suit : les prix prévisionnels du pétrole et du gaz naturel, des liquides de gaz naturel, des condensats et des produits raffinés, les écarts de prix entre le pétrole brut léger et le pétrole brut lourd et d'autres hypothèses précisées dans les prévisions de Cenovus pour 2020, disponibles sur le site cenovus.com; le creux du cycle des prix des marchandises d'environ 45 \$ US/b WTI et de 44 \$ CA/b WCS; les dépenses d'investissement prévues, la souplesse des budgets d'immobilisations prévues et leurs sources de financement connexes; la concrétisation de nouvelles réductions de coûts et la pérennité de ces réductions; les régimes de redevances applicables, notamment les taux de redevance prévus; les améliorations futures de la disponibilité de la capacité de transport des produits; l'augmentation du cours de notre action et de notre capitalisation boursière à long terme; les flux de trésorerie et les soldes en trésorerie disponibles suffisants pour financer des dépenses d'investissement et les dividendes, y compris une augmentation de ces derniers; le resserrement futur des écarts du pétrole brut; le fait que la réduction de la production rendue obligatoire par le gouvernement de l'Alberta aura pour effet de continuer à maintenir un écart relativement faible entre le prix du WTI et celui du WCS et, par ricochet, influera positivement sur les flux de trésorerie de Cenovus; l'atténuation de l'incidence d'un élargissement éventuel des écarts sur une partie de nos volumes de pétrole brut WCS grâce à notre capacité de raffinage, à nos installations de stockage dynamique, à nos engagements pipeliniers existants, à nos opérations de couverture financière et à nos plans d'augmenter notre capacité de transport ferroviaire; la capacité d'obtenir une production de nos installations de sables bitumineux sans contrainte; les estimations des quantités de pétrole, de bitume, de gaz naturel et de liquides pouvant être récupérées des biens et des autres sources qui ne sont pas actuellement classées dans les réserves prouvées; les estimations et les jugements comptables; l'utilisation et la mise au point de technologies dans l'avenir et les résultats futurs devant en découler; la capacité d'obtenir les approbations nécessaires de la part des autorités de réglementation et des partenaires; la réalisation fructueuse et dans les délais des projets d'immobilisations, des programmes de mise en valeur

ou de leurs étapes; notre capacité de dégager des flux de trésorerie suffisants pour nous acquitter de nos obligations présentes et futures; les coûts estimatifs d'abandon et de remise en état, notamment les droits et les règlements s'y rapportant; notre capacité à attirer et à maintenir en poste du personnel qualifié et à obtenir le matériel requis, et ce, en temps voulu et de manière rentable; notre capacité à avoir accès à des capitaux suffisants pour poursuivre nos plans de mise en valeur; l'inflation prévue et d'autres hypothèses inhérentes à nos prévisions actuelles présentées plus loin; notre capacité à disposer de toutes les technologies et à les mettre en œuvre, et l'équipement nécessaire pour obtenir et réaliser les résultats futurs escomptés.

Les indications pour 2020, mises à jour le 9 décembre 2019, se fondent sur les données hypothétiques suivantes : prix du Brent, 60,00 \$ US/b; prix du WTI, 55,00 \$ US/b; WCS, 37,50 \$ US/b; prix du gaz naturel AECO, 1,80 \$/kpi3; marge de craquage 3-2-1 à Chicago, 16,00 \$ US/b; taux de change, 0,76 \$ US/\$ CA.

Parmi les facteurs de risque et les incertitudes susceptibles de faire différer sensiblement nos résultats réels figurent notamment les suivants : notre capacité à disposer d'une partie ou de l'ensemble des technologies nécessaires pour exploiter nos actifs de manière efficiente et efficace, ou de les mettre en place et de réaliser les résultats futurs attendus; la volatilité des prix des marchandises et d'autres hypothèses connexes; la possibilité que la réduction de la production imposée par le gouvernement de l'Alberta n'entraîne pas le rétrécissement escompté de l'écart entre le prix du brut WTI et celui du brut WCS ou la possibilité que ce rétrécissement ne suffise pas à produire un effet favorable sur nos flux de trésorerie; les incidences inattendues de la réduction de production imposée par le gouvernement de l'Alberta; le fait que le gouvernement de l'Alberta puisse prolonger la réduction de production même lorsque les contraintes limitant la capacité de transport se seront suffisamment allégées; l'efficacité de notre programme de gestion des risques, dont l'incidence de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, le succès de nos stratégies de couverture et la suffisance des liquidités; l'exactitude des estimations de coûts en ce qui a trait aux prix des marchandises, aux cours du change et aux taux d'intérêt; le manque d'harmonisation des prix du WCS réalisés et des prix du WCS utilisés pour calculer le paiement conditionnel à ConocoPhillips; l'offre et la demande de produits; l'exactitude des hypothèses relatives au cours de notre action et à notre capitalisation boursière; la concurrence sur le marché, y compris celle issue des nouvelles formes d'énergie; les risques inhérents à nos activités de commercialisation, y compris les risques de crédit; l'exposition aux contreparties et aux partenaires, y compris la capacité et la volonté de ces parties d'acquitter leurs obligations contractuelles en temps voulu; les risques inhérents à l'exploitation de notre terminal de transport ferroviaire de pétrole brut, notamment les risques pour la santé, la sécurité et l'environnement; notre capacité à maintenir un ratio dette nette/BAIIA ajusté et un ratio dette nette/capitaux permanents

souhaitables; notre capacité de faire appel à diverses sources de capitaux d'emprunt ou de capitaux propres, en général, et ce, selon des modalités que nous jugeons acceptables; notre capacité de financer la croissance et de maintenir les dépenses d'investissement; la modification des notes qui nous sont attribuées ou qui sont attribuées à nos titres; la précision des estimations de nos réserves, de notre production future et de nos produits des activités nets futurs; l'exactitude de nos estimations et jugements comptables; notre capacité de remplacer et d'accroître nos réserves de pétrole et de gaz; les exigences éventuelles en vertu des normes comptables en vigueur devant s'appliquer de temps à autre en ce qui concerne la perte de valeur ou la reprise des montants recouvrables estimatifs d'une partie ou de la totalité de nos actifs ou du goodwill; notre capacité de maintenir notre relation avec nos partenaires et de parvenir à gérer et à exploiter avec succès nos activités intégrées; la fiabilité de nos actifs notamment pour atteindre les cibles de production; les interruptions éventuelles ou les difficultés techniques inattendues au fil du développement de nouveaux produits et procédés de fabrication; notre capacité à réaliser les programmes de mise en valeur; la survenance d'événements inattendus, comme les incendies, les mauvaises conditions météorologiques, les explosions, les éruptions, le matériel défectueux, les incidents reliés au transport et autres accidents ou événements semblables; les marges de raffinage et de commercialisation; les augmentations des coûts, y compris les pressions inflationnistes sur les charges d'exploitation, notamment la main-d'œuvre, les matériaux, le gaz naturel et les autres sources énergétiques utilisés dans les procédés d'exploitation des sables bitumineux ainsi que l'augmentation des franchises ou des primes d'assurance; l'accueil éventuellement défavorable réservé aux produits sur le marché ou le maintien de leur acceptation sur le marché; les risques associés à la réputation du secteur des combustibles fossiles et les litiges s'y rapportant; les augmentations de coût ou les difficultés d'ordre technique imprévues dans la construction ou la modification d'installations de fabrication ou de raffinage; les difficultés inattendues dans la production et le transport ainsi que dans le raffinage du bitume et/ou du pétrole brut en pétrole raffiné et en produits chimiques; les risques associés à la technologie et à l'équipement ainsi qu'à leur application à notre entreprise, y compris d'éventuelles cyberattaques; les risques associés aux changements climatiques et nos hypothèses à cet égard; le calendrier et les coûts de construction de puits et de pipelines; notre capacité d'assurer convenablement et avec efficacité le transport des produits, y compris le transport par pipeline, le transport ferroviaire du pétrole brut, le transport maritime ou autre forme de transport, notamment pour contrer toute interruption causée par des contraintes liées au réseau de pipelines; la disponibilité de talents essentiels et notre capacité à les recruter et à les fidéliser; la possible incapacité à recruter et à garder du personnel compétent et à obtenir de l'équipement dans les délais et de façon rentable; les changements dans les relations de travail; l'évolution du cadre réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités, y compris

les changements apportés au processus d'approbation des organismes de réglementation, aux règlements et aux lois en matière d'affectation du sol, de redevances, d'impôts et de taxes, d'environnement, de gaz à effet de serre, de carbone, de changement climatique et autres domaines ou l'évolution de l'interprétation qui en est faite, dans leur version adoptée ou proposée, leur incidence et les coûts associés à leur observation; la date de mise en œuvre prévue et l'incidence attendue de différentes prises de position en comptabilité, de modifications de règles et de normes comptables sur notre entreprise, nos résultats financiers et nos états financiers consolidés; l'évolution de la conjoncture économique générale, des marchés et des conditions commerciales; la situation politique et économique des pays où nous exerçons nos activités ou nous nous approvisionnons; la réalisation d'événements inattendus, comme une guerre ou des menaces d'actes terroristes, et l'instabilité en découlant; et les risques liés aux poursuites, aux propositions des actionnaires et aux mesures réglementaires, actuelles et éventuelles, nous visant.

Les énoncés qui se rapportent aux « réserves » sont réputés être de l'information prospective, car l'existence de ces réserves dans les quantités prédites ou estimées, de même que la rentabilité de leur

production dans les exercices à venir, relèvent implicitement d'estimations et d'hypothèses.

Les lecteurs sont priés de noter que les listes qui précèdent ne sont pas exhaustives et qu'elles sont faites à la date des présentes. Des événements ou des circonstances pourraient faire en sorte que nos résultats actuels diffèrent considérablement de ceux estimés ou projetés ou encore de ceux que laisse entendre, explicitement ou implicitement, l'information prospective. Pour consulter un exposé complet des principaux facteurs de risque touchant Cenovus, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle, ainsi qu'aux facteurs de risque décrits dans d'autres documents que Cenovus dépose à l'occasion auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être obtenus au Canada sur SEDAR à l'adresse sedar.com, et aux États-Unis auprès de la Securities and Exchange Commission sur EDGAR à l'adresse sec.gov, ainsi que sur le site Web de la société au cenovus.com.

L'information qui se trouve sur notre site Web cenovus.com ou qui y est reliée ne fait pas partie de la présente notice annuelle sauf si elle y est expressément intégrée par renvoi.

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

Cenovus Energy Inc. a été constituée le 30 novembre 2009 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA ») par suite de la fusion de 7050372 Canada Inc. (« 7050372 ») et de Cenovus Energy Inc. (auparavant, Encana Finance Ltd., désignée « Filiale inc. ») aux termes d'un arrangement en vertu de la LCSA (l'« arrangement ») visant, entre autres, 7050372, Filiale inc. et Encana Corporation (désormais Ovintiv Inc.). Le 1^{er} janvier 2011, Cenovus Energy Inc. a fusionné avec sa filiale en propriété exclusive, Cenovus Marketing Holdings Ltd., au moyen d'un plan d'arrangement approuvé par la Cour du banc de la Reine de l'Alberta. Le

31 juillet 2015, Cenovus Energy Inc. a fusionné avec sa filiale en propriété exclusive, 9281584 Canada Limited (auparavant 1528419 Alberta Ltd.), par voie de fusion simplifiée verticale. Le 1^{er} août 2018, Cenovus Energy Inc. a fusionné avec sa filiale en propriété exclusive, 10904635 Canada Limited (auparavant Cenovus FCCL Ltd.), par voie de fusion simplifiée verticale.

Le bureau principal et siège de la société est situé au 4100, 225 – 6 Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 1N2.

LIENS INTERSOCIÉTÉS

Les filiales et sociétés de personnes importantes de Cenovus en date du 31 décembre 2019 sont les suivantes :

Filiales et sociétés de personnes	Pourcentage de propriété¹⁾	Territoire de constitution, de prorogation ou de formation
Cenovus Energy Marketing Services Ltd.	100	Alberta
FCCL Partnership (« FCCL »)	100	Alberta
WRB Refining LP (« WRB ») ²⁾	50	Delaware

1) Tient compte de tous les titres avec droit de vote de toutes les filiales et sociétés de personnes dont Cenovus est la propriétaire véritable, qu'elle contrôle ou sur lesquels elle exerce une emprise, directement ou indirectement.

2) Cenovus détient sa participation inexploitée par l'intermédiaire de Cenovus American Holdings Ltd. et de Cenovus US Holdings Inc.

Les autres filiales et sociétés de personnes de la société comptent chacune pour i) moins de 10 pour cent des actifs consolidés de la société au 31 décembre 2019 et ii) moins de 10 pour cent des produits des activités ordinaires consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Dans l'ensemble, les actifs et les produits des activités ordinaires des filiales et des sociétés de personnes de Cenovus qui ne sont pas mentionnées ci-dessus ne dépassaient pas 20 pour cent du total des actifs consolidés ou du total des produits des activités ordinaires consolidés de la société au 31 décembre 2019 et pour l'exercice clos à cette date.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

SURVOL

Cenovus est une société pétrolière et gazière intégrée établie à Calgary, en Alberta. Cenovus se consacre au développement, à la production et à la commercialisation de pétrole brut, de gaz naturel et de liquides de gaz naturel (« LGN ») au Canada; elle mène également des activités de commercialisation et détient une participation dans des raffineries aux États-Unis.

Toutes les réserves et toute la production de pétrole et de gaz naturel de Cenovus sont situées au Canada, dans les provinces d'Alberta et de Colombie-Britannique. Au 31 décembre 2019, les avoirs fonciers de Cenovus représentaient environ 5,3 millions d'acres nettes. La durée de production estimative des réserves prouvées établie en fonction de la production tirée d'une participation directe était d'environ 31 ans au 31 décembre 2019.

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les secteurs à présenter de la société sont les suivants :

Sables bitumineux

Le secteur Sables bitumineux de Cenovus comprend le développement et la production associés au bitume situé dans le nord-est de l'Alberta. Les actifs de production de bitume de Cenovus comprennent Foster Creek, Christina Lake et Narrows Lake, ainsi que d'autres projets à des stades précoces de développement. La participation de Cenovus dans certains de ses terrains de sables bitumineux exploités, plus particulièrement ceux de Foster Creek, de Christina Lake et de Narrows Lake, est passée de 50 à 100 pour cent le 17 mai 2017.

Deep Basin

Le secteur Deep Basin englobe environ 2,8 millions d'acres nettes de terrains, riches en gaz naturel et LGN, situés principalement dans les zones en exploitation d'Elmworth-Wapiti, de Kaybob-Edson et de Clearwater. Les actifs sont situés en Alberta et en Colombie-Britannique et comprennent des participations dans de nombreuses installations de traitement de gaz naturel (collectivement, les « actifs du Deep Basin »). Les actifs du Deep Basin ont été acquis le 17 mai 2017.

Raffinage et commercialisation

Le secteur Raffinage et commercialisation de Cenovus comprend le transport et la vente de pétrole brut, de

gaz naturel et de LGN, et la propriété conjointe de deux raffineries aux États-Unis avec Phillips 66, société ouverte américaine non apparentée qui en est l'exploitant. De plus, Cenovus détient et exploite un terminal de transport ferroviaire de pétrole brut en Alberta. Ce secteur coordonne les initiatives de Cenovus en matière de transport et de commercialisation afin d'optimiser la gamme de produits, les points de livraison, les engagements liés au transport et la diversification de la clientèle.

Activités non sectorielles et éliminations

Ce secteur comprend principalement les profits et les pertes latents comptabilisés sur les instruments financiers dérivés, les profits et les pertes à la sortie d'actifs, ainsi que les autres frais généraux et administratifs et autres coûts liés aux recherches et aux activités de financement qui s'inscrivent dans l'ensemble des activités de Cenovus. À mesure que sont réglés les instruments financiers, les profits et les pertes réalisés sont comptabilisés dans le secteur d'exploitation auquel est rattaché le dérivé. Les éliminations comprennent les ajustements pour usage interne de la production de gaz naturel entre les secteurs, des services de transbordement fournis au secteur Sables bitumineux par le terminal ferroviaire de la société, de la production de pétrole brut utilisé comme charge d'alimentation par le secteur Raffinage et commercialisation et des profits intersectoriels latents sur les stocks. Les éliminations sont comptabilisées aux prix de cession en fonction des prix du marché courants.

HISTORIQUE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Le texte suivant décrit des événements marquants et des conditions qui ont influé sur le développement des activités de Cenovus au cours des trois derniers exercices :

2017

- **Reprise des travaux d'agrandissement de la phase G de Christina Lake.** Cenovus a repris l'agrandissement de la phase G, avec une capacité prévue approuvée de 50 000 barils bruts par jour.
- **Émission d'actions ordinaires.** Au deuxième trimestre, Cenovus a émis 187,5 millions d'actions ordinaires (« actions ordinaires ») au prix de 16,00 \$ par action, pour un produit brut d'environ 3 milliards de dollars, le produit net ayant servi à financer une tranche de la contrepartie au comptant de l'acquisition du 17 mai 2017 par Cenovus de la participation de 50 pour cent de ConocoPhillips dans FCCL Partnership (« FCCL ») et de la majorité des actifs d'hydrocarbures classiques que possédait ConocoPhillips dans l'Ouest canadien, soit en Alberta et en Colombie-Britannique (l'« acquisition »). À titre de contrepartie pour l'acquisition, Cenovus a émis 208 millions d'actions ordinaires à ConocoPhillips.
- **Participation dans FCCL augmentée et portée à 100 pour cent et acquisition d'actifs du Deep Basin.** Au deuxième

trimestre, Cenovus a réalisé l'acquisition pour une contrepartie d'environ 10,6 milliards de dollars américains au comptant, avant les ajustements de clôture, et 208 millions d'actions ordinaires. L'acquisition a donné à Cenovus une participation de 100 pour cent dans FCCL et le contrôle complet des actifs de cette dernière. Les actifs du Deep Basin procurent des occasions de développement à court terme avec un potentiel de rendement élevé qui complètent notre développement à long terme des sables bitumineux.

- **Placement de billets de premier rang.** Au deuxième trimestre de 2017, Cenovus a réalisé le placement de billets non garantis de premier rang d'un montant de 2,9 milliards de dollars américains à un coût moyen pondéré de 4,9 pour cent, dont le produit net a aidé à financer l'acquisition.
- **Dessaisissement des actifs existants du secteur Hydrocarbures classiques.** Au troisième trimestre, Cenovus a vendu ses activités d'exploitation de pétrole lourd à Pelican Lake, y compris le projet de Grand Rapids, qui y est adjacent, pour un produit en trésorerie de 975 millions de dollars, avant les ajustements de

clôture. Au quatrième trimestre, Cenovus a vendu ses actifs de pétrole brut et de gaz naturel de Palliser pour un produit en trésorerie de 1,3 milliard de dollars, avant les ajustements de clôture, et vendu ses activités de RAP par injection de dioxyde de carbone à Weyburn, en Saskatchewan, pour un produit en trésorerie de 940 millions de dollars, avant les ajustements de clôture. Dans le cadre du plan de la société visant à désendetter son bilan, le produit net tiré du dessaisissement des actifs a été affecté au remboursement de la facilité de crédit-relais de 3,6 milliards de dollars mise en place pour financer l'acquisition.

- **Nouveau président et chef de la direction.** Au quatrième trimestre, Alex Pourbaix a été nommé président et chef de la direction de Cenovus et est devenu membre de son conseil d'administration.

2018

- **Vente des actifs de Suffield.** Au premier trimestre, Cenovus a conclu la vente de ses activités liées au pétrole brut et au gaz naturel de Suffield, pour un produit en trésorerie de 512 millions de dollars, avant les ajustements de clôture.
 - **Nouveau chef des finances.** Au deuxième trimestre, Jon McKenzie a été nommé vice-président directeur et chef des finances de Cenovus.
 - **Vente de Cenovus Pipestone Partnership.** Au troisième trimestre, Cenovus a réalisé la vente de sa société en nom collectif qui détenait l'entreprise de gaz naturel et de liquides dans le nord-ouest de l'Alberta en contrepartie d'un produit en trésorerie de 625 millions de dollars, avant les ajustements de clôture.
 - **Signature de conventions de transport ferroviaire de pétrole à la côte américaine du golfe du Mexique.** Au troisième trimestre, Cenovus a conclu des conventions de trois ans avec d'importantes sociétés ferroviaires pour le transport d'environ 100 000 barils par jour de pétrole brut lourd de l'Alberta à diverses destinations sur la côte américaine du golfe du Mexique.
 - **Réduction de dette.** En octobre, Cenovus a remboursé un montant de 800 millions de dollars américains sur ses billets non garantis de 1,3 milliard de dollars américains échéant en octobre 2019. En décembre, Cenovus a remboursé un capital de 76 millions de dollars américains de billets non garantis en contrepartie de 69 millions de dollars américains.
 - **Réduction des coûts.** Cenovus a réduit les coûts d'exploitation des sables bitumineux à 7,65 \$ le baril, soit une diminution de 9 pour cent depuis 2017. Les dépenses d'investissement de maintien ont également été réduites à 4,40 \$ par baril de capacité théorique
- installée, soit une baisse de 31 % par rapport à 2017.
 - **Sous-location d'espaces à bureaux excédentaires.** Au troisième trimestre, Cenovus a donné en sous-location huit étages additionnels de la tour Bow à Calgary, en Alberta, réduisant davantage nos frais immobiliers fixes à long terme.
 - **Maintien des grands écarts.** Les écarts entre le West Texas Intermediate (« WTI ») et le Western Canadian Select (« WCS ») se sont établis en moyenne à 26,31 \$ US le baril, soit une augmentation de 120 pour cent comparativement à 2017, atteignant un record de 52,00 \$ US le baril au quatrième trimestre. Les cours moyens du WCS sont demeurés stables en 2018 par rapport à 2017.
 - **Réduction de la production imposée par le gouvernement.** Le 2 décembre 2018, le gouvernement de l'Alberta a annoncé une réduction temporaire obligatoire de la production de pétrole pour les producteurs de l'Alberta, à compter de janvier 2019, notamment pour remédier aux écarts records entre le WTI et le WCS à Hardisty.
 - **Réévaluation de la capacité de traitement des raffineries.** Par suite d'un solide rendement d'exploitation constant, des taux d'utilisation plus élevés et des optimisations réalisées en 2018, les deux raffineries américaines ont été réévaluées pour refléter une capacité de traitement plus élevée à compter du 1^{er} janvier 2019. La capacité de traitement de pétrole brut à la raffinerie de Wood River a été réévaluée à 333 000 barils par jour, par rapport à 314 000 barils par jour, tandis que la capacité à la raffinerie de Borger a été réévaluée à 149 000 barils par jour, par rapport à 146 000 barils par jour.

2019

- **Réduction de la dette.** En 2019, Cenovus a remboursé des billets non garantis d'un capital de 1 276 millions de dollars américains en contrepartie de 1 214 millions de dollars américains. En octobre, Cenovus a également remboursé des billets non garantis à l'échéance d'un capital de 500 millions de dollars américains.
- **Injection de vapeur à la phase G de Christina Lake.** En 2019, Cenovus a commencé à produire de la vapeur à la phase G de Christina Lake pour extraire du pétrole tiré des autres phases. La production de la phase G devrait commencer au premier semestre de 2020 et atteindre environ 50 000 barils par jour au cours de 2020.
- **Augmentation des expéditions de pétrole brut par train.** Au moyen de notre flotte de wagons, nous avons augmenté les expéditions de pétrole brut par train au cours de 2019 pour terminer l'année avec un volume chargé en

décembre d'environ 105 985 barils par jour et des ventes expédiées par train de 91 059 barils par jour.

- **Prolongement de la réduction par le gouvernement de l'Alberta.** En août, le gouvernement de l'Alberta a annoncé que son programme de réduction de la production de pétrole était reconduit jusqu'au 31 décembre 2020.
- **Augmentation du dividende de 25 %.** En octobre, Cenovus a annoncé une augmentation de son dividende de 25 % au quatrième trimestre de 2019.
- **Déménagement du siège.** En octobre, Cenovus a achevé le déménagement de son siège au centre-ville de Calgary, soit de la tour Bow à la Brookfield Place.
- **Mise en place d'un programme du gouvernement de l'Alberta permettant une production spéciale.** Cenovus était admissible à une production spéciale lui permettant de produire du pétrole brut au-delà de la réduction aux termes d'augmentations graduelles dans les expéditions par wagons.
- **Réévaluation de la capacité de traitement de la raffinerie de Wood River.** Par suite d'un solide rendement d'exploitation constant, des taux d'utilisation plus élevés et des optimisations réalisées en 2019, la capacité de traitement de pétrole brut de la raffinerie de Wood River a été réévaluée, passant de 333 000 barils par jour à 346 000, pour refléter une capacité de traitement plus élevée à compter du 1^{er} janvier 2020.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

SABLES BITUMINEUX

Le secteur Sables bitumineux de Cenovus comprend la propriété exclusive des actifs productifs de Foster Creek et de Christina Lake. La société est également propriétaire de plusieurs nouveaux projets en phase initiale de développement, notamment ses projets détenus à 100 pour cent de Narrows Lake et de Telephone Lake. Le secteur Sables bitumineux comprend de plus la propriété de gaz naturel d'Athabasca détenue à 100 pour cent par Cenovus, la totalité de la production de cette propriété servant depuis la fin d'avril 2018 de combustible pour les activités adjacentes de Foster Creek.

Au 31 décembre 2019, Cenovus disposait de droits liés au bitume visant environ 1,8 million d'acres brutes (1,7 million d'acres nettes) dans les régions d'Athabasca et de Cold Lake ainsi que du droit exclusif de prendre à bail 536 000 acres brutes supplémentaires sur le polygone de tir aérien de Cold Lake, une base militaire active.

Démarche en matière de développement

Cenovus a recours à la technologie de drainage par gravité au moyen de vapeur (« DGMV ») pour récupérer le bitume. La société n'utilise aucune technique d'extraction et n'a aucune réserve qui nécessite des techniques d'extraction pour récupérer le bitume. Le DGMV consiste à injecter de la vapeur dans le réservoir pour permettre au bitume d'être pompé jusqu'à la surface. Pour le développement de ses ressources en sables bitumineux, Cenovus adopte une démarche par étapes qui est analogue à un processus de fabrication. Cette démarche intègre les connaissances acquises au cours des étapes précédentes aux plans de croissance futurs et permet ainsi à la société de réduire ses coûts.

Technologie

Cenovus continue de mettre l'accent sur des technologies ciblées visant à réduire notre structure de coûts, améliorer les marges et réduire les émissions de gaz à effet de serre malgré une incertitude persistante entourant les prix, un avenir sobre en carbone, une sensibilisation accrue en matière de protection environnementale et des changements réglementaires.

Foster Creek

Cenovus détient une participation directe de 100 pour cent dans Foster Creek. Foster Creek est situé sur le polygone de tir aérien de Cold Lake et possède un réservoir d'une profondeur souterraine maximale de 500 mètres. La production de Foster Creek est faite à partir de la formation McMurray au moyen de la technologie DGMV.

La société possède des droits d'accès de surface obtenus du gouvernement du Canada et du gouvernement de l'Alberta et des droits liés au bitume obtenus du gouvernement de l'Alberta visant l'exploration, le développement et le transport à

partir de régions situées dans le polygone de tir aérien de Cold Lake. En outre, elle détient des droits exclusifs sur des concessions visant plusieurs centaines de milliers d'acres sous-jacentes à des droits liés au bitume dans d'autres régions du polygone de tir aérien de Cold Lake pour son propre compte et/ou celui de son cessionnaire.

La production des phases A à G de Foster Creek a été en moyenne de 159 598 barils par jour en 2019 (161 979 barils nets par jour en 2018).

Cenovus exploite une centrale de cogénération alimentée au gaz naturel d'une capacité de 98 mégawatts dans le cadre de ses activités à Foster Creek. La vapeur et l'électricité produites par la centrale sont actuellement utilisées dans les activités d'exploitation par DGMV et l'électricité produite excédentaire est vendue au réseau électrique de l'Alberta.

Christina Lake

Cenovus détient une participation directe de 100 pour cent dans Christina Lake. Christina Lake est situé environ 120 kilomètres au sud de Fort McMurray, en Alberta, et possède un réservoir d'une profondeur souterraine maximale de 375 mètres. La production de Christina Lake est faite à partir de la formation McMurray et au moyen de la technologie DGMV.

La production des phases A à F de Christina Lake a été en moyenne de 194 659 barils par jour en 2019 (201 017 barils nets par jour en 2018). Cenovus exploite une centrale de cogénération alimentée au gaz naturel d'une capacité de 100 mégawatts conjointement avec Christina Lake. La vapeur et l'électricité produites par la centrale sont actuellement utilisées dans les activités d'exploitation par DGMV et l'électricité produite excédentaire est vendue au réseau électrique de l'Alberta. Cenovus a repris les travaux d'agrandissement de la phase G en 2017; ceux-ci avaient été reportés à la fin de 2014 compte tenu de la faiblesse des prix des marchandises. La capacité prévue approuvée de la phase G est de 50 000 barils bruts par jour. Cenovus a commencé à produire de la vapeur à la phase G en 2019. La société s'attend à ce que la phase G augmente sa production en 2020.

Narrows Lake

Cenovus détient une participation directe de 100 pour cent dans Narrows Lake. Narrows Lake est situé à proximité de Christina Lake et possède un réservoir d'une profondeur souterraine maximale de 375 mètres.

En 2012, Cenovus a obtenu des organismes de réglementation l'approbation des phases A, B et C, pour une capacité de production de 130 000 barils bruts par jour. En raison des faibles prix des marchandises, des écarts de prix traditionnellement élevés et de la réduction de production, Cenovus a

suspendu les nouvelles dépenses dans la construction de la phase A. Cenovus envisage la mise en valeur des ressources de Narrows Lake au moyen de l'infrastructure existante à Christina Lake et des progrès sont faits en matière de travaux de génie civil et réglementaires afin d'être prêts pour une éventuelle décision finale d'investissement en 2020.

Telephone Lake

Le terrain de Telephone Lake, dont Cenovus est l'unique propriétaire, est situé dans la région de Borealis dans le nord-est de l'Alberta, environ 90 kilomètres au nord-est de Fort McMurray, en Alberta.

Cenovus a reçu de l'Alberta Energy Regulator, vers la fin de 2014, l'approbation d'un projet de DGMV dont la capacité de production initiale est de 90 000 barils bruts par jour. La société évalue actuellement quel pourrait être le plan de mise en valeur optimal de l'actif de Telephone Lake.

Marten Hills

Au 31 décembre 2019, Cenovus détenait une participation directe de 100 pour cent dans 208 sections de droits liés aux sables bitumineux dans la zone de Marten Hills. Marten Hills est une zone qui en est encore aux premiers stades d'exploration située à environ 70 kilomètres au nord-est de Slave Lake, en Alberta, ciblant le pétrole lourd classique de la formation de Clearwater.

En 2019, Cenovus a réalisé la quasi-totalité des forages additionnels visant à appuyer les évaluations qui doivent être terminées au premier trimestre de 2020 en vue d'une éventuelle décision finale d'investissement pour la première étape de mise en valeur commerciale au début de 2020.

Dépenses d'investissement

En 2019, les dépenses d'investissement dans le secteur Sables bitumineux se sont élevées à 706 millions de dollars et ont été principalement consacrées au maintien de la production actuelle, à l'achèvement de la phase G de Christina Lake et aux puits d'exploration stratigraphiques, et comprennent les dépenses relatives à Marten Hills et à d'autres nouveaux projets.

- Les dépenses d'investissement à Foster Creek étaient essentiellement des investissements de maintien liés à la production actuelle et au forage de puits d'exploration stratigraphiques aux fins de déterminer l'emplacement des plateformes d'exploitation de maintien et les agrandissements.
- Les dépenses d'investissement à Christina Lake étaient essentiellement des investissements de maintien liés à la production actuelle et au forage de puits d'exploration stratigraphiques aux fins de déterminer l'emplacement des plateformes d'exploitation de maintien et à l'achèvement de la construction de la phase G.

Les dépenses d'investissement de 2020 devraient se situer entre 865 et 1 010 millions de dollars et continuer d'être principalement consacrées au maintien de la production actuelle des installations de sables bitumineux déjà en place et à l'avancement des travaux aux phases H de Foster Creek et H de Christina Lake afin qu'elles soient prêtes pour d'éventuelles décisions finales d'investissement au second trimestre de 2020. Les dépenses d'investissement de 2020 devraient également comprendre la poursuite de l'évaluation de la zone Marten Hills et d'autres nouveaux projets.

DEEP BASIN

Cenovus a des actifs de pétrole brut et de gaz naturel classiques dans l'Ouest canadien, notamment des terrains non développés, des actifs de prospection et de production ainsi que les infrastructures qui s'y rattachent, en Alberta et en Colombie-Britannique dans le Deep Basin. Les actifs du Deep Basin de Cenovus comprennent des terrains d'une superficie d'environ 2,8 millions d'acres nettes situés principalement dans les zones en exploitation d'Elmworth-Wapiti, de Kaybob-Edson et de Clearwater et sont assortis d'une participation directe moyenne de 71,5 pour cent. De plus, les actifs du Deep Basin comprennent des participations dans de nombreuses installations de traitement de gaz naturel dotées d'une capacité de traitement nette estimative de 1,2 milliard de pieds cubes par jour. Les actifs du Deep Basin devraient fournir des possibilités de développement à cycle de production court présentant un potentiel de rendement élevé qui compléteront les activités de développement à long terme des sables bitumineux de Cenovus. La production du Deep Basin devrait fournir une couverture économique à l'égard du gaz naturel dont la société a besoin comme source de combustible pour ses activités liées aux sables bitumineux et de raffinage.

Elmworth-Wapiti

Cenovus est l'un des plus importants exploitants et producteurs de la zone d'Elmworth-Wapiti, située au nord-ouest de l'Alberta et au nord-est de la Colombie-Britannique. Au 31 décembre 2019, Cenovus détenait les droits de tenure à bail sur environ 1,13 million d'acres nettes dans cette zone.

Plus de 10 formations contribuent au potentiel de production de la zone d'Elmworth-Wapiti, les plus prometteuses étant celles de Falher et Dunvegan. Il s'agit d'un secteur mature qui a été développé par le passé à l'aide de la technologie de forage vertical classique. Cenovus a orienté ses programmes de développement vers le forage horizontal afin d'exploiter le fort potentiel en ressources inhérent aux zones pétrolières de sable peu perméable.

La principale installation de traitement dans la zone est l'installation d'Elmworth exploitée par Cenovus. La société détient des participations directes appréciables dans quatre autres installations de traitement de gaz naturel importantes de la région. En 2019, la production nette de Cenovus provenant de la zone d'Elmworth-Wapiti s'est élevée en moyenne à 31 992 barils d'équivalent pétrole par jour (41 927 barils d'équivalent pétrole par jour en 2018, compte tenu de 6 523 barils d'équivalent pétrole par jour de Cenovus Pipestone Partnership qui a été vendue le 6 septembre 2018).

Kaybob-Edson

Au 31 décembre 2019, Cenovus détenait les droits de tenure à bail sur environ 735 203 acres nettes dans la zone de Kaybob-Edson, située au centre-ouest de l'Alberta. La cible de développement se situe dans des formations Montney et du Crétacé inférieur où les forages encourageants réalisés par l'industrie ont révélé le potentiel en ressources de ces formations

dans les terrains adjacents de Cenovus. Dans la zone de Kaybob-Edson, le traitement du gaz naturel est principalement contrôlé par des exploitants du secteur intermédiaire et d'autres sociétés pétrolières et gazières.

Cenovus a conclu des contrats à plus long terme afin de gérer tant les volumes de base actuels que les volumes tirés des nouveaux forages. De plus, Cenovus exploite dans la zone des installations de traitement de gaz naturel, dont les installations de Peco et de Wolf. En 2019, la production nette provenant de la zone de Kaybob-Edson s'est élevée en moyenne à 34 751 barils d'équivalent pétrole par jour (40 476 barils d'équivalent pétrole par jour en 2018).

Clearwater

La zone de Clearwater est située au centre-ouest de l'Alberta, au sud de la zone de Kaybob-Edson. Au 31 décembre 2019, Cenovus détenait les droits de tenure à bail sur environ 795 618 acres nettes. Les actifs de Cenovus dans la zone de Clearwater se caractérisent par des réservoirs sur plusieurs horizons, de formations du Crétacé et du Jurassique, à des profondeurs allant de 1 900 à 3 000 mètres, tous avec de fortes teneurs en LGN, en faisant une zone susceptible de contenir essentiellement du gaz naturel. Il s'agit d'un secteur mature qui a été développé par le passé à l'aide de la technologie de forage vertical classique, où se déroulent plusieurs programmes de développement de forage horizontal à plus faibles risques de Cenovus. Cenovus exploite dans la zone des installations de traitement de gaz naturel, dont les installations de Sand Creek et d'Alder. En 2019, la production nette moyenne s'est élevée à 30 680 barils d'équivalent pétrole par jour (37 855 barils d'équivalent pétrole par jour en 2018).

Dépenses d'investissement

En 2019, des dépenses d'investissement de 53 millions de dollars au secteur Deep Basin visaient principalement une mise en valeur disciplinée, ce qui comprenait de maintenir des activités sécuritaires et fiables ainsi que la réalisation de l'inventaire des puits du programme de mise en valeur de 2018 et leur raccordement. Dans la zone en exploitation d'Elmworth-Wapiti, l'accent a été mis sur le maintien de la production et des infrastructures existantes ainsi que sur l'achèvement de deux puits nets et leur mise en production. Dans la zone en exploitation de Kaybob-Edson, l'accent a été mis sur le maintien de la production et des installations existantes alors que dans la zone en exploitation de Clearwater, l'accent a été mis sur le maintien de la production et des infrastructures existantes ainsi que sur la mise en production en vapeur d'un puits net.

Les dépenses d'investissement du secteur Deep Basin pour 2020 devraient être de l'ordre de 80 à 95 millions de dollars. Les dépenses d'investissement en 2020 mettront l'accent sur le maintien d'activités sécuritaires et fiables, les programmes d'intégrité des actifs et la réalisation d'un programme de deux installations de forage ciblant d'éventuelles occasions

riches en liquides à rendement élevé dans les zones Clearwater et Edson.

RAFFINAGE ET COMMERCIALISATION

Le secteur Raffinage et commercialisation de Cenovus comprend les participations que détient celle-ci en tant que non-exploitant dans les raffineries aux États-Unis et les activités de coordination des initiatives de commercialisation et de transport de celle-ci afin d'optimiser la valeur reçue pour ses produits.

Raffinage

Les participations dans les raffineries permettent à Cenovus de réaliser la pleine valeur de la production de pétrole brut en transformant ce dernier en produits raffinés tels le diesel, l'essence et le carburéacteur, ce qui atténue la volatilité découlant des fluctuations régionales du prix du pétrole brut léger et lourd en Amérique du Nord.

Par l'intermédiaire de WRB, Cenovus a une participation de 50 pour cent dans les raffineries de Wood River et de Borger, situées à Roxana, en

Illinois, et à Borger, au Texas, respectivement. Phillips 66, société ouverte américaine non apparentée, est l'exploitant et l'associé directeur de WRB. WRB a un comité de direction, composé de trois représentants de Cenovus et de trois représentants de Phillips 66, chaque société détenant des droits de vote égaux. Les raffineries ont une capacité de traitement établie combinée d'environ 482 000 barils bruts par jour de pétrole brut en 2019, y compris une capacité de traitement de pétrole brut lourd pouvant atteindre 255 000 barils bruts par jour. De plus, la raffinerie de Borger dispose également d'une installation de fractionnement de LGN dont la capacité est de 45 000 barils bruts par jour. À compter du 1^{er} janvier 2020, la capacité de traitement de pétrole brut est passée à 495 000 barils bruts par jour par suite de l'établissement de nouveaux taux démontrés maximums à la raffinerie de Wood River en 2019.

Le tableau suivant résume les résultats d'exploitation clés des raffineries pour les périodes indiquées :

Activités de raffinage ¹⁾	2019	2018
Capacité de pétrole brut (kb/j)²⁾	482	460
Livraison de pétrole brut (kb/j)	443	446
Pétrole lourd	177	191
Pétrole léger et moyen	266	255
Utilisation du pétrole brut (%)	92	97
Produits raffinés (kb/j)		
Essence	223	233
Distillats	167	156
Autres	76	81
Total	466	470

1) Représente la totalité des activités de raffinage de Wood River et de Borger.

2) À compter du 1^{er} janvier 2020, la capacité théorique a augmenté à 495 000 barils bruts par jour.

Raffinerie de Wood River

La raffinerie de Wood River figure dans le peloton de tête des 10 pour cent des quelque 130 raffineries américaines les plus performantes en ce qui a trait à la capacité totale de traitement de pétrole brut. Elle est située à Roxana, en Illinois, environ 25 kilomètres au nord-est de St. Louis, au Missouri. La raffinerie de Wood River traite du pétrole brut léger à faible teneur en soufre et du pétrole brut lourd à haute teneur en soufre qu'elle reçoit de pipelines de pétrole brut nord-américains pour produire de l'essence, du carburant diesel, du carburéacteur, des charges d'alimentation pétrochimiques ainsi que du coke et de l'asphalte. L'essence et le carburant diesel sont transportés par pipelines aux marchés du haut du Midwest des États-Unis. D'autres produits sont transportés par pipeline, camion, barge et wagon vers différents marchés.

En 2019, la raffinerie de Wood River a eu une capacité de traitement établie de 333 000 barils bruts par jour, y compris 220 000 barils bruts par jour de capacité de traitement de pétrole brut lourd. En 2019, près de 55 pour cent du pétrole brut traité à la raffinerie de Wood River était du pétrole brut lourd canadien. À compter du 1^{er} janvier 2020, la capacité

de traitement du pétrole brut de la raffinerie de Wood River établie a été portée à 346 000 barils bruts par jour, y compris 240 000 barils bruts par jour de capacité de traitement du pétrole brut lourd en raison de nouveaux taux démontrés maximums en 2019.

Raffinerie de Borger

La raffinerie de Borger est située à Borger, au Texas, environ 80 kilomètres au nord d'Amarillo, au Texas. Elle traite principalement du pétrole brut moyen et du pétrole brut lourd à haute teneur en soufre, et des LGN qu'elle reçoit de réseaux de pipelines nord-américains pour produire de l'essence, du carburant diesel, du carburéacteur ainsi que des LGN et des solvants. Les produits raffinés sont transportés par pipeline vers les marchés du Texas, du Nouveau-Mexique, du Colorado et du centre du continent aux États-Unis.

En 2019, la raffinerie de Borger a eu une capacité de traitement de pétrole brut établie de 149 000 barils bruts par jour, dont 35 000 barils bruts par jour de pétrole brut lourd. La raffinerie de Borger dispose également d'une installation de fractionnement de LGN dont la capacité établie est de 45 000 barils bruts par jour.

Dépenses d'investissement - Raffinage

En 2019, les dépenses d'investissement combinées aux installations de Wood River et de Borger se sont établies à 228 millions de dollars nets, étant axées sur la fiabilité et l'entretien et sur les projets d'amélioration du rendement.

Les dépenses d'investissement combinées en 2020 aux installations de Wood River et de Borger devraient se situer entre 250 millions et 280 millions de dollars nets et se concentrer sur les investissements de maintien et les projets d'optimisation afin d'améliorer la production de produits propres et de créer de la valeur. Ces projets d'optimisation continueront de permettre à WRB d'aborder la nouvelle réglementation en matière d'émissions des navires de l'Organisation maritime internationale qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Commercialisation

Les activités de commercialisation de Cenovus visent à optimiser les rentrées nettes de sa production et de sa base d'actifs liés au pétrole brut, aux condensats, au gaz naturel et aux LGN.

Afin de gérer les risques de marché découlant des activités d'optimisation, Cenovus peut se livrer à des opérations financières de temps à autre. Des renseignements sur ces opérations en 2019 figurent dans les notes annexes aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Transport

Cenovus continue de miser sur des stratégies à court, à moyen et à long termes pour optimiser les rentrées nettes de sa production. Au 31 décembre 2019, Cenovus avait conclu divers engagements de transport et d'entreposage totalisant 21 milliards de dollars, dont 13 milliards de dollars visent des pipelines qui en sont à une étape d'approbation ou de construction mais ne sont pas encore en service. Avec notre capacité engagée quant à des projets de pipeline, Cenovus a une importante capacité de pipeline future potentielle vers la côte Ouest canadienne et la côte américaine du golfe du Mexique.

Le carnet d'engagements de transport de la société comprend des canalisations d'amenée en provenance de ses régions productives à destination des centres commerciaux importants en Alberta et d'importants pipelines afin d'atteindre les marchés en aval de ces centres ainsi que des conventions de transport ferroviaire, y compris des contrats avec des sociétés ferroviaires pour qu'elles transportent environ 100 000 barils par jour de pétrole brut lourd de l'Alberta à diverses destinations à la côte américaine du golfe du Mexique. Ses autres engagements de transport concernent principalement l'approvisionnement en diluants, le transport par wagons ainsi que le stockage et l'acheminement aux terminaux de volumes de produits de pétroles bruts mélangés et de condensats.

La stratégie de Cenovus en matière de transport comprend également un terminal de transport

ferroviaire de pétrole brut situé à Bruderheim, en Alberta, qui est lié au réseau ferroviaire de Chemin de fer nationaux du Canada et de Chemin de fer canadien Pacifique et qui permet la livraison de pétrole brut aux importants centres de demande au Canada et aux États-Unis. En 2019, les volumes ferroviaires chargés au terminal de Bruderheim s'établissaient en moyenne à 65 293 barils par jour, comparativement à une moyenne de 37 988 barils par jour en 2018.

Dépenses d'investissement – Commercialisation

En 2019, les dépenses d'investissement liées à la commercialisation étaient de 52 millions de dollars et mettaient l'accent sur des initiatives ferroviaires et des installations stratégiques.

En 2020, les dépenses d'investissement liées à la commercialisation devraient se situer en 35 et 50 millions de dollars avec la même orientation qu'en 2019.

CONCURRENCE

Une forte concurrence existe dans tous les aspects de l'industrie pétrolière et du gaz naturel. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la concurrence à laquelle Cenovus doit faire face, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque – Risque d'exploitation » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Toutes les phases des activités liées au pétrole brut, au gaz naturel et au raffinage sont assujetties à la réglementation environnementale suivant un ensemble de lois et de règlements fédéraux, provinciaux, territoriaux, étatiques et municipaux canadiens et américains (collectivement, la « réglementation environnementale »). Pour obtenir de plus amples renseignements sur la réglementation environnementale touchant Cenovus, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque – Risque lié à la réglementation en matière d'environnement » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

POLITIQUES EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Les politiques et normes relatives à la conduite des affaires ont été établies par Cenovus dans le respect de la sécurité, de la santé, de l'éthique et de la loi et d'une manière responsable sur les plans environnemental, social et fiscal. L'engagement de Cenovus dans ces domaines se traduit par deux politiques clés, soit le code de conduite et d'éthique commerciales (le « Code ») et la politique de responsabilité d'entreprise (la « politique de RE »). Ces politiques doivent être observées par nos administrateurs, dirigeants et tous les employés,

ainsi que par les entrepreneurs et les fournisseurs qui mènent des activités pour Cenovus ou en son nom. Les personnes physiques assujetties à ces deux politiques sont chargées de les appliquer à leur propre conduite et à leur propre travail. Chaque employé, dirigeant et administrateur est également prié d'étudier régulièrement le Code afin de confirmer qu'il comprend ses responsabilités individuelles et se conforme aux exigences du Code.

Le Code traite du discernement et de la gestion des situations éthiques et encadre la prise de décisions commerciales éthiques ainsi que la communication de violations du Code. Le Code présente un message du président et chef de la direction en plus de traiter d'un certain nombre de questions, notamment : a) les valeurs et la réputation de Cenovus, b) l'utilisation responsable de l'information, c) les comportements intègres; d) le respect des lois et règlements, et e) la communication de violations du Code.

La politique de RE traite de la conduite des affaires de Cenovus de façon à ce que les activités de la société soient menées de manière responsable, transparente et respectueuse et dans le respect des lois, règlements et normes sectorielles en vigueur dans les territoires où ces activités sont exercées. La politique de RE aborde expressément les questions suivantes : a) le leadership; b) la gouvernance d'entreprise et les pratiques commerciales; c) les droits de la personne; d) le respect de l'environnement; e) l'engagement envers les parties intéressées et les autochtones; et f) la participation à la collectivité et l'engagement envers celle-ci.

De façon plus particulière, en ce qui concerne l'environnement, la politique de RE prévoit que Cenovus reconnaît qu'il est important d'intégrer les questions environnementales à l'exercice de ses activités commerciales; d'appliquer les principes de gestion des risques à l'ensemble de ses opérations afin d'atténuer les effets sur l'environnement; et de continuer d'améliorer son respect de l'environnement

par l'investissement dans la technologie et d'autres moyens.

En ce qui concerne les aspects sociaux, la politique de RE prévoit que Cenovus reconnaît qu'il est important de mener ses affaires en faisant preuve de respect et d'attention envers les personnes et les collectivités touchées par ses activités, soulignant l'engagement de la société à l'égard de la sécurité et son adhésion aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme; de mobiliser les parties intéressées, dont les collectivités autochtones, dans un esprit d'honnêteté, de confiance et de respect; et d'établir et entretenir des relations positives avec les collectivités au sein desquelles Cenovus exerce ses activités, notamment en s'efforçant d'offrir des occasions de développement socio-économique et des programmes d'investissement communautaire favorisant le renforcement des capacités.

Outre le Code et la politique de RE, Cenovus a établi d'autres politiques et pratiques qui se rapportent dans certains cas aux aspects environnementaux et/ou sociaux de ses activités. Les parties intéressées, les employés et les entrepreneurs sont invités à signaler leurs préoccupations relatives à la conduite des affaires, y compris les violations de la loi ou d'une politique de Cenovus, au moyen de la ligne d'assistance de la société pour les questions d'intégrité, laquelle respecte l'anonymat. Les employés et les entrepreneurs peuvent également faire part de leurs préoccupations à leur superviseur, un responsable des ressources humaines ou un membre d'un comité d'enquête.

Les politiques mentionnées ci-dessus peuvent être consultées sur le site Web de la société à l'adresse cenovus.com, de même que le rapport sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance de Cenovus (le « rapport ESG »). Publié annuellement, le rapport ESG décrit les efforts de la direction et le rendement en matière de questions environnementales, sociales et de gouvernance revêtant de l'importance pour ses parties intéressées.

EMPLOYÉS

Le tableau qui suit résume la répartition des employés équivalents temps plein (« ETP ») de Cenovus au 31 décembre 2019 :

	Employés ETP
En amont	1 447
En aval	97
Entreprise	817
Total	2 361

Cenovus retient également les services d'entrepreneurs et de fournisseurs de services. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle, pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques liés aux employés et autres effectifs pouvant avoir une incidence sur Cenovus.

FACTEURS DE RISQUE

Un exposé des facteurs de risque peut être consulté à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES ET AUTRES DONNÉES SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ

À titre d'émetteur canadien, Cenovus est assujettie aux obligations d'information des autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris l'information relative aux réserves de la société, conformément au *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (le « Règlement 51-101 »).

Les réserves de la société sont situées en Alberta et en Colombie-Britannique, au Canada. Cenovus a retenu les services de deux évaluateurs de réserves qualifiés indépendants (« ERQI »), McDaniel & Associates Consultants Ltd. (« McDaniel ») et GLJ Petroleum Consultants Ltd. (« GLJ »), pour qu'ils évaluent tous les ans la totalité de ses réserves prouvées et probables de bitume, de pétrole brut lourd, de pétrole brut léger et de pétrole brut moyen combiné (« pétrole léger et moyen »), de LGN, de gaz naturel classique et de gaz de schiste et préparent des rapports sur celles-ci. McDaniel a évalué environ 95 pour cent des réserves prouvées de Cenovus, toutes situées en Alberta, et GLJ a évalué environ 5 pour cent des réserves prouvées de la société, situées en Alberta et en Colombie-Britannique.

En avril 2019, le comité des réserves du conseil d'administration de Cenovus (le « conseil ») a été dissous et son mandat ainsi que ses responsabilités ont été transférés au comité de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité du conseil qui, par la suite, a changé son nom pour celui de comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves (le « comité SERR »). Le comité SERR, entièrement composé d'administrateurs indépendants, passe notamment en revue les compétences et la nomination des ERQI, les procédures concernant la communication d'information relative aux activités pétrolières et gazières et les procédures suivies pour fournir l'information voulue aux ERQI. Le comité SERR rencontre de façon indépendante la direction de Cenovus et chaque ERQI dans le but de déterminer si on leur a imposé des restrictions limitant leur capacité de fournir un rapport sur les données relatives aux réserves sans restriction. De plus, le comité SERR examine les données relatives aux réserves et le rapport des ERQI sur celles-ci, fournit au conseil une recommandation concernant l'approbation de l'information relative aux réserves.

Les réserves de bitume de Cenovus devraient être récupérées et produites au moyen de la technologie de DGMV ou de toute autre technologie qui peut être développée dans l'avenir. La technologie DGMV consiste à injecter de la vapeur dans des puits horizontaux forés dans la formation de bitume et à récupérer le bitume réchauffé et l'eau à partir de puits productifs situés sous les puits d'injection. Cette technique laisse une empreinte en surface comparable à celle de la production de pétrole classique. Cenovus n'a aucune réserve de bitume qui nécessite des techniques d'extraction pour récupérer le bitume.

La classification des réserves comme des réserves prouvées ou probables ne constitue qu'un effort de définition du niveau de certitude associé aux estimations. Il existe de nombreuses incertitudes inhérentes à l'estimation des quantités de réserves de pétrole. Il ne faut pas tenir pour acquis que les estimations des produits des activités ordinaires nets futurs présentés dans les tableaux qui suivent représentent la juste valeur marchande des réserves. Rien ne garantit que les prix prévus et les hypothèses relatives aux coûts deviendront réalité, et les écarts pourraient être importants. Les lecteurs devraient lire les définitions et les renseignements figurant aux rubriques « Notes supplémentaires sur les tableaux des données relatives aux réserves », « Définitions » et « Hypothèses de prix » à la lumière l'information relative aux réserves. Les estimations des réserves fournies aux présentes sont des estimations uniquement, et rien ne garantit que les réserves estimatives seront récupérées. Les réserves réelles pourraient être supérieures ou inférieures aux estimations communiquées. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle, pour obtenir de plus amples renseignements.

Les données relatives aux réserves et les autres renseignements relatifs aux activités pétrolières et gazières figurant dans la présente notice annuelle sont en date du 11 février 2020, avec prise d'effet le 31 décembre 2019. McDaniel a préparé les renseignements en date du 21 janvier 2020 et GLJ a préparé les renseignements en date du 5 janvier 2020.

DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES

Les données relatives aux réserves présentées résument les réserves de bitume, de pétrole brut lourd, de pétrole léger et moyen, de LGN, de gaz naturel classique et de gaz de schiste de la société et ses réserves totales, ainsi que les valeurs actualisées nettes (« VAN ») et les produits des activités ordinaires nets futurs tirés de ces réserves. Les données relatives aux réserves sont calculées en fonction des prix et des coûts prévisionnels avant les provisions au titre des intérêts, des frais généraux et administratifs ou de l'incidence de toutes opérations de couverture. Les estimations des produits des activités ordinaires nets futurs ont été présentées avant et après impôt. Aux fins du présent document, la mention « société » s'entend de Cenovus Energy Inc.

Sommaire de la participation de la société dans les réserves de pétrole et de gaz au 31 décembre 2019

(Prix et coûts prévisionnels)

	Bitume ²⁾ (Mb)	Pétrole léger et moyen (Mb)	LGN (Mb)	Gaz naturel classique ³⁾ (Gpi ³)	Total (Mbep)
Avant redevances¹⁾					
Réserves prouvées					
Développées exploitées	718	8	49	1 015	944
Développées inexploitées	281	-	1	19	286
Non développées	3 827	1	10	208	3 873
Réserves prouvées	4 826	9	60	1 242	5 103
Réserves probables	1 594	8	37	783	1 768
Somme des réserves prouvées et des réserves probables	6 420	17	97	2 025	6 871

	Bitume ²⁾ (Mb)	Pétrole léger et moyen (Mb)	LGN (Mb)	Gaz naturel classique ³⁾ (Gpi ³)	Total (Mbep)
Après redevances⁴⁾					
Réserves prouvées					
Développées exploitées	531	7	40	952	737
Développées inexploitées	208	-	1	18	212
Non développées	2 788	1	9	197	2 831
Réserves prouvées	3 527	8	50	1 167	3 780
Réserves probables	1 127	7	31	727	1 286
Somme des réserves prouvées et des réserves probables	4 654	15	81	1 894	5 066

1) Les volumes avant redevances excluent les réserves attribuables aux droits de redevances.

2) Comprend du pétrole brut lourd non substantiel représentant moins de 1 % des réserves totales de bitume prouvées et probables.

3) Comprend du gaz de schiste non substantiel représentant 5 % des réserves totales de réserves de gaz naturel classique prouvées et probables.

4) Comprend les réserves attribuables aux droits de redevances.

Sommaire de la valeur actualisée nette des produits des activités ordinaires nets futurs au 31 décembre 2019

(Prix et coûts prévisionnels)

	Au taux d'actualisation par année (en millions de dollars)					Valeur unitaire au taux d'actualisation de 10 % ¹⁾ \$/bep
	0 %	5 %	10 %	15 %	20 %	
Avant charges d'impôts						
Réserves prouvées						
Développées exploitées	16 159	16 628	14 783	13 083	11 700	20,05
Développées inexploitées	8 022	6 003	4 673	3 754	3 093	22,10
Non développées	116 185	50 153	25 022	13 963	8 457	8,84
Réserves prouvées	140 366	72 784	44 478	30 800	23 250	11,77
Réserves probables	60 816	19 460	8 359	4 617	3 020	6,50
Somme des réserves prouvées et des réserves probables	201 182	92 244	52 837	35 417	26 270	10,43

	Au taux d'actualisation par année (en millions de dollars)				
	0 %	5 %	10 %	15 %	20 %
Après charges d'impôts²⁾					
Réserves prouvées					
Développées exploitées	12 546	13 542	12 145	10 777	9 649
Développées inexploitées	6 206	4 620	3 583	2 870	2 358
Non développées	89 403	38 270	18 874	10 389	6 189
Réserves prouvées	108 155	56 432	34 602	24 036	18 196
Réserves probables	46 823	14 913	6 397	3 537	2 317
Somme des réserves prouvées et des réserves probables	154 978	71 345	40 999	27 573	20 513

1) Les valeurs unitaires ont été calculées en utilisant participation de la société après redevances dans les réserves.

2) Les valeurs ont été calculées en tenant compte des comptes existants et de la situation fiscale de Cenovus et de ses filiales dans l'évaluation consolidée des terrains pétroliers et gaziers de Cenovus et tiennent compte de la réglementation fiscale actuelle fédérale et provinciale. Les valeurs ne représentent pas une estimation de la valeur au niveau de l'entreprise de l'entité, qui peut être très différente. Pour obtenir de l'information au niveau de l'entreprise de l'entité, se reporter aux états financiers consolidés et au rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Produits des activités ordinaires nets futurs totaux (non actualisés) au 31 décembre 2019

(Prix et coûts prévisionnels – en millions de dollars)

Catégorie de réserves	Produits	Redevances	Charges d'exploitation	Frais de développement	Coûts d'abandon et de remise en état totaux ¹⁾	Produits des activités ordinaires nets futurs avant charges d'impôts futurs	Charges d'impôts futurs	Produits des activités ordinaires nets futurs après charges d'impôts futurs
Réserves prouvées	321 806	86 842	57 910	29 866	6 822	140 366	32 211	108 155
Somme des réserves prouvées et des réserves probables	458 533	125 748	80 764	43 118	7 721	201 182	46 204	154 978

1) Les coûts d'abandon et de remise en état totaux comprennent ceux relatifs à tous les puits, installations et autres passifs, connus et existants, et devant être engagés par suite d'activités de développement futures.

Produits des activités ordinaires nets futurs par type de produit au 31 décembre 2019

(Prix et coûts prévisionnels)

Catégorie de réserves	Types de produits	Produits des activités ordinaires nets futurs avant charges d'impôts (au taux d'actualisation de 10 % par année) (en millions de dollars)	Valeur unitaire au taux d'actualisation de 10 % par année ¹⁾ (\$/bep)
Réserves prouvées	Bitume ²⁾	43 290	12,27
	Pétrole léger et moyen ³⁾	263	16,35
	Gaz naturel classique ⁴⁾	925	3,91
	Total	44 478	11,77
Somme des réserves prouvées et des réserves probables	Bitume ²⁾	50 792	10,91
	Pétrole léger et moyen ³⁾	405	12,39
	Gaz naturel classique ⁴⁾	1 640	4,33
	Total	52 837	10,43

1) Les valeurs unitaires ont été calculées en utilisant la participation de la société après redevances dans les réserves.

2) Comprend du pétrole lourd brut non substantiel.

3) Comprend du gaz dissous et autres sous-produits.

4) Comprend du gaz de schiste et d'autres sous-produits, mais exclut le gaz dissous.

Notes supplémentaires aux tableaux des données relatives aux réserves

- Les estimations des produits des activités ordinaires nets futurs dont il est fait état ne représentent pas la juste valeur marchande.
- Les produits des activités ordinaires nets futurs tirés des réserves ne comprennent pas les flux de trésorerie liés aux activités de gestion des risques de Cenovus.
- Aux fins de la communication de l'information, Cenovus a regroupé le pétrole brut lourd avec le bitume, et le gaz de schiste avec le gaz naturel classique, puisque les réserves de pétrole brut lourd et de gaz de schiste ne sont pas substantielles.
- Conformément au Règlement 51-101, les montants indiqués concernant la VAN et les produits des activités ordinaires nets futurs comprennent tous les coûts d'abandon et de remise en état estimatifs actuels de Cenovus, plus toutes les estimations prévisionnelles des coûts d'abandon et de remise en état attribuables aux activités de développement futures associées aux réserves.
- L'arrondissement peut avoir un effet sur la somme des bep estimatifs et les tableaux.

Définitions

- Après redevances** désigne les volumes après déduction des redevances et incluent les réserves attribuables aux droits de redevances.
- Avant redevances** désigne les volumes avant déduction des redevances et excluent les réserves attribuables aux droits de redevances.
- Participation de la société** désigne, en ce qui concerne la production, les réserves, les ressources et les terrains, les participations (exploitées ou inexploitées) que Cenovus détient.
- Brut** désigne : a) en ce qui concerne les puits, le nombre total de puits dans lesquels Cenovus détient une participation; et b) en ce qui concerne les terrains, la superficie totale des terrains dans lesquels Cenovus détient une participation.
- Net** désigne : a) en ce qui concerne les puits, le nombre de puits obtenu en regroupant les participations directes de Cenovus dans chacun de ses puits bruts; et b) en ce qui concerne ses intérêts dans un terrain, la superficie totale à l'égard de laquelle elle a des droits, multipliée par sa participation directe.
- Réserves** désigne les quantités restantes estimatives de pétrole brut et de gaz naturel et de substances connexes que l'on prévoit pouvoir

recupérer de gisements connus, à une date donnée, en fonction d'une analyse des données de forage et des données géographiques, géophysiques et techniques, de l'utilisation de technologies établies et d'une conjoncture économique précise, qui sont généralement acceptées comme raisonnables et qui sont communiquées plus loin dans la présente notice annuelle.

Les réserves sont classées selon le niveau de certitude associé aux estimations.

- Les **réserves prouvées** sont les réserves qu'on estime avec une certitude élevée pouvoir récupérer. Il est probable que les quantités restantes effectivement récupérées seront supérieures aux réserves prouvées estimatives.
- Les **réserves probables** sont les réserves supplémentaires pour lesquelles la certitude de récupération est inférieure à celle des réserves prouvées. Il est tout aussi probable que les quantités restantes effectivement récupérées seront supérieures ou inférieures à la somme des réserves prouvées et des réserves probables estimatives.

Chaque catégorie de réserves peut être divisée en deux catégories : les réserves développées et les réserves non développées.

- Les **réserves développées** sont les réserves qu'on prévoit récupérer au moyen des puits existants et des installations actuelles ou, à

défaut des installations déjà montées, dont la mise en production nécessiterait des dépenses peu élevées (p. ex., comparativement au coût du forage d'un puits). Les réserves développées peuvent être subdivisées comme suit :

- Les **réserves développées exploitées** sont les réserves qu'on prévoit récupérer d'intervalles d'achèvement ouverts au moment de l'estimation; ou bien ces réserves sont exploitées au moment envisagé, ou bien, si elles sont inutilisées, elles doivent avoir été mises en production antérieurement et la date de reprise de la production doit être connue avec une certitude raisonnable.
- Les **réserves développées inexploitées** sont les réserves qui n'ont pas été mises en production ou qui ont été en production antérieurement, mais qui sont inutilisées et dont la date de reprise de la production est inconnue.
- Les **réserves non développées** sont les réserves qu'on prévoit récupérer à partir de gisements connus dont la mise en production nécessiterait des dépenses considérables (p. ex., par rapport au coût du forage d'un puits); elles doivent respecter tous les critères de la catégorie de réserves (prouvées, probables) à laquelle elles sont attribuées.

Hypothèses de prix

Les prix, l'inflation et les taux de change prévisionnels indiqués dans le tableau qui suit sont calculés à l'aide de la moyenne des prévisions (la « prévision moyenne des ERQI ») de McDaniel, GLJ et Sproule Associates Limited (« Sproule ») et servent à estimer les produits des activités ordinaires nets futurs associés aux réserves communiquées aux présentes. La prévision moyenne des ERQI est datée du 1^{er} janvier 2020. Les taux d'inflation prévisionnels ont été appliqués uniformément aux prix au-delà de l'intervalle des prévisions et à tous les frais futurs. Pour connaître les prix antérieurs réalisés au cours de 2019, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Historique de la production et résultat par élément » dans la présente notice annuelle.

Année	Pétrole et liquides				Gaz naturel		
	WTI à Cushing Oklahoma (\$ US/b)	Prix au pair à Edmonton 40 API (\$ CA/b)	Western Canadian Select (\$ CA/b)	Edmonton C5+ (\$ CA/b)	Prix du gaz AECO (\$ CA/MBTU)	Taux d'inflation (%/année)	Taux de change (\$ US/\$ CA)
2020	61,00	72,64	57,57	76,83	2,04	0,0	0,760
2021	63,75	76,06	62,35	79,82	2,32	1,7	0,770
2022	66,18	78,35	64,33	82,30	2,62	2,0	0,785
2023	67,91	80,71	66,23	84,72	2,71	2,0	0,785
2024	69,48	82,64	67,96	86,71	2,81	2,0	0,785
2025	71,07	84,60	69,72	88,73	2,89	2,0	0,785
2026	72,68	86,57	71,49	90,77	2,96	2,0	0,785
2027	74,24	88,49	73,19	92,76	3,03	2,0	0,785
2028	75,73	90,31	74,80	94,65	3,10	2,0	0,785
2029	77,24	92,17	76,43	96,57	3,17	2,0	0,785
2030	78,79	94,01	77,96	98,53	3,24	2,0	0,785
2031+	+2 %/année	+2 %/année	+2 %/année	+2 %/année	+2 %/année	2,0	0,785

Frais de développement futurs

Le tableau qui suit présente les frais de développement futurs non actualisés déduits de l'estimation des produits des activités ordinaires nets futurs pour les années indiquées :

Catégorie de réserves (en millions de dollars)	2020	2021	2022	2023	2024	Reste	Total
Réserves prouvées	587	839	884	1 197	1 164	25 195	29 866
Réserves prouvées et probables	671	907	892	1 318	1 283	38 047	43 118

Cenovus croit que les soldes de trésorerie existants, les flux de trésorerie générés à l'interne, les facilités de crédit existantes, la gestion de son portefeuille d'actifs et l'accès aux marchés financiers suffiront au financement des frais de développement futurs de la société. Toutefois, rien ne garantit que les fonds nécessaires seront disponibles, ni que Cenovus affectera des fonds au développement de toutes ses réserves. Le fait de ne pas développer ces réserves aurait une incidence défavorable sur les produits des activités ordinaires nets futurs de la société.

Les intérêts ou les autres coûts liés au financement externe ne sont pas inclus dans les estimations des réserves et des produits des activités ordinaires nets futurs et réduiraient les produits des activités ordinaires nets futurs, selon les sources de financement utilisées. Cenovus ne croit pas que les intérêts ou les autres coûts liés au financement feraient en sorte que le développement d'un terrain donné ne serait pas rentable.

Variation des réserves

Les tableaux qui suivent présentent la variation de la participation de la société avant les redevances sur les réserves attribuables au bitume, au pétrole brut lourd, au pétrole léger et moyen, aux LGN, au gaz naturel classique et au gaz de schiste pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, présenté en fonction des prix et des coûts prévisionnels.

	Bitume ¹⁾ (Mb)	Pétrole léger et moyen (Mb)	LGN (Mb)	Gaz naturel classique ²⁾ (Gpi ³⁾)	Total (Mbep)
Prouvées					
31 décembre 2018	4 831	12	72	1 513	5 167
Extensions et récupération améliorée	19	-	2	37	27
Découvertes	-	-	-	-	-
Révisions techniques	106	(1)	(5)	(113)	81
Facteurs économiques	-	-	(1)	(37)	(8)
Acquisitions	-	-	-	1	1
Sorties d'actifs	-	-	-	(1)	-
Production ³⁾	(130)	(2)	(8)	(158)	(165)
31 décembre 2019	4 826	9	60	1 242	5 103

	Bitume ¹⁾ (Mb)	Pétrole léger et moyen (Mb)	LGN (Mb)	Gaz naturel classique ²⁾ (Gpi ³⁾)	Total (Mbep)
Probables					
31 décembre 2018	1 598	5	44	1 041	1 821
Extensions et récupération améliorée	(10)	3	5	83	12
Découvertes	-	-	-	-	-
Révisions techniques	6	-	(11)	(322)	(61)
Facteurs économiques	-	-	(1)	(21)	(4)
Acquisitions	-	-	-	3	-
Sorties d'actifs	-	-	-	(1)	-
Production ³⁾	-	-	-	-	-
31 décembre 2019	1 594	8	37	783	1 768

	Bitume ¹⁾ (Mb)	Pétrole léger et moyen (Mb)	LGN (Mb)	Gaz naturel classique ²⁾ (Gpi ³⁾)	Total (Mbep)
Prouvées et probables					
31 décembre 2018	6 429	17	116	2 554	6 988
Extensions et récupération améliorée	9	3	7	120	39
Découvertes	-	-	-	-	-
Révisions techniques	112	(1)	(16)	(435)	20
Facteurs économiques	-	-	(2)	(58)	(12)
Acquisitions	-	-	-	4	1
Sorties d'actifs	-	-	-	(2)	-
Production ³⁾	(130)	(2)	(8)	(158)	(165)
31 décembre 2019	6 420	17	97	2 025	6 871

1) Comprend le pétrole brut lourd qui n'est pas substantiel.

2) Comprend le gaz de schiste qui n'est pas substantiel.

3) La production utilisée pour la variation des réserves diffère de la production déclarée publiquement. Conformément au Règlement 51-101, la production attribuable à la participation de la société avant redevances utilisée aux fins de la variation des réserves qui précède comprend la quote-part des volumes de gaz revenant à Cenovus fournis à FCCL aux fins de la production de vapeur, mais ne comprend pas la production attribuable aux droits de redevances.

Les réserves prouvées de bitume ont diminué de cinq millions de barils, car les ajouts liés à la performance accrue dans le secteur Sables bitumineux ont été plus que compensés par la production de l'exercice.

Les réserves prouvées et probables de bitume ont chuté de neuf millions de barils, car les ajouts tirés de la performance accrue dans le secteur Sables bitumineux ont été plus que compensés par la production de l'exercice.

Les réserves prouvées de pétrole léger et moyen ont diminué de trois million de barils, car les ajouts mineurs ont été largement contrebalancés par les révisions techniques attribuées à des changements apportés au plan de mise en valeur du secteur Deep Basin et la production de l'exercice.

Les réserves prouvées et probables de pétrole léger et moyen sont restées les mêmes, car les ajouts mineurs ont été contrebalancés par les révisions techniques attribuées à des changements apportés au plan de mise en valeur du secteur Deep Basin et la production de l'exercice.

Les réserves prouvées ainsi que les réserves prouvées et probables de LGN ont baissé de 12 millions de barils et de 19 millions de barils, respectivement, car les ajouts mineurs ont été plus que compensés par les réductions causées par les révisions techniques attribuées à des changements apportés au plan de mise en valeur secteur du Deep Basin et la production de l'exercice.

Les réserves prouvées et les réserves prouvées et probables de gaz naturel classique ont diminué de 271 Gpi³ et de 529 Gpi³, respectivement, car les ajouts attribués au développement du Deep Basin ont été plus que compensés par les réductions causées par les révisions techniques attribuées à des changements apportés au plan de mise en valeur secteur du Deep Basin et la production de l'exercice.

Réserves non développées

Les réserves prouvées et probables non développées ont été estimées par les ERQI en conformité avec les procédures et les normes du *Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook*. En règle générale, il est prévu que les réserves non développées seront produites au cours des 50 prochaines années.

Les tableaux présentant ci-dessous les réserves non développées reflètent les groupes de types de produits présentés plus haut : plus particulièrement, le bitume comprend le pétrole brut lourd et le gaz naturel classique comprend le gaz de schiste.

Prouvées non développées – Participation de la société avant redevances

	Bitume ¹⁾ (Mb)		Pétrole léger et moyen (Mb)		LGN (Mb)		Gaz naturel classique ²⁾ (Gpi ³)		Total (Mbep)	
	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice
2017	2 051	3 928	1	1	33	33	449	449	2 159	4 036
2018	197	3 986	1	1	7	15	159	324	233	4 056
2019	37	3 827	-	1	2	10	30	208	43	3 873

1) Comprend le pétrole brut lourd qui n'est pas substantiel.

2) Comprend le gaz de schiste qui n'est pas substantiel.

Probables non développées – Participation de la société avant redevances

	Bitume ¹⁾ (Mb)		Pétrole léger et moyen (Mb)		LGN (Mb)		Gaz naturel classique ²⁾ (Gpi ³)		Total (Mbep)	
	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice	Attribuées au départ	Total à la fin de l'exercice
2017	771	1 550	2	2	46	46	640	640	925	1 704
2018	30	1 502	2	2	15	25	365	619	108	1 632
2019	7	1 474	3	5	5	21	87	433	29	1 571

1) Comprend le pétrole brut lourd qui n'est pas substantiel.

2) Comprend le gaz de schiste qui n'est pas substantiel.

DÉVELOPPEMENT DES RÉSERVES PROUVÉES ET PROBABLES NON DÉVELOPPÉES

Bitume

À la fin de 2019, Cenovus avait des réserves prouvées non développées de bitume de 3 827 millions de barils avant redevances, soit environ 79 pour cent du total des réserves prouvées de bitume de la société. De ses 1 594 millions de barils de réserves probables de bitume, 1 474 millions de barils, ou environ 92 pour cent, ne sont pas développés. Aux fins de la présente évaluation, il est prévu que les réserves seront récupérées au moyen de la technologie de DGMV, sauf en ce qui concerne le pétrole brut lourd, qui n'est pas substantiel.

Un projet habituel de développement par DGMV comporte la mise en place initiale d'une installation de production de vapeur, à un coût très supérieur à celui du forage d'une paire de puits de production/d'injection, et le forage graduel d'un nombre suffisant de paires de puits de DGMV pour utiliser à sa pleine capacité la vapeur disponible.

Les réserves de bitume peuvent être déclarées prouvées lorsqu'il y a eu suffisamment de forage stratigraphique pour démontrer, avec un très haut niveau de certitude, la présence de bitume en volumes récupérables d'un point de vue commercial.

La norme utilisée par McDaniel pour déterminer la suffisance du forage dans la formation de McMurray est le forage minimal de 8 puits stratigraphiques par section, avec des données sismiques tridimensionnelles, ou de 16 puits stratigraphiques par section, s'il n'y a pas de données sismiques. De plus, toutes les approbations légales et réglementaires doivent avoir été obtenues, les approbations de financement de l'exploitant doivent être en place et un calendrier de développement raisonnable doit être mis au point. Les réserves prouvées développées de bitume se différencient des réserves prouvées non développées de bitume par la présence de paires de puits de production/d'injection forés à la date de prise d'effet de l'estimation des réserves. Parce qu'une usine de vapeur dure longtemps par rapport à des paires de puits, au cours des premières étapes d'un projet de DGMV, seule une petite partie des réserves prouvées sera développée puisque le nombre de paires de puits forés sera limité par la quantité de vapeur disponible.

La comptabilisation de réserves probables nécessite le forage d'un nombre suffisant de puits stratigraphiques pour établir la convenance du réservoir pour le DGMV. La norme utilisée par McDaniel pour les réserves probables est d'au moins quatre puits stratigraphiques par section. Les réserves seront déclarées probables si le nombre de puits forés devient inférieur aux exigences relatives aux puits stratigraphiques pour les réserves prouvées et les réserves probables, ou si les réserves sont situées à l'extérieur d'une zone approuvée dans les plans de mise en valeur, mais à l'intérieur d'une zone de projet approuvée. Si les réserves ne sont pas dans une zone de développement approuvée, l'approbation

visant l'ajout de ces réserves dans la zone de développement approuvée doit être obtenue avant que le forage des paires de puits à DGMV en vue du développement ne puisse commencer.

La mise en valeur des réserves prouvées et probables non développées de Foster Creek et Christina Lake aura lieu de manière méthodique au fur et à mesure que des paires de puits supplémentaires sont forées pour utiliser la vapeur disponible lorsque des paires de puits existantes atteignent la fin de leur phase d'injection de vapeur. La mise en valeur des réserves prouvées et probables non développées de Narrows Lake et les dépenses d'investissement s'y rapportant se poursuivent, la mise en production étant actuellement prévue avant 2026. La production prévue des réserves prouvées ainsi que des réserves prouvées et probables de bitume de Cenovus s'étend sur environ 37 ans et 41 ans, respectivement, en fonction des installations existantes. La durée de la production à partir de la partie prouvée actuellement développée est estimée à environ 20 ans.

Pétrole léger et moyen, LGN et gaz naturel classique

Les réserves prouvées non développées et les réserves prouvées et probables non développées associées aux actifs du Deep Basin de Cenovus représentent environ un et deux pour cent des réserves prouvées et des réserves prouvées et probables de la société, respectivement. Cenovus prévoit développer les réserves prouvées et les réserves prouvées et probables non développées du secteur du Deep Basin au cours des cinq et dix prochaines années, respectivement.

FACTEURS OU INCERTITUDES SIGNIFICATIFS INFLUANT SUR LES DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES

L'évaluation des réserves est un processus permanent qui peut être considérablement touché par divers facteurs internes et externes. Des révisions sont souvent nécessaires en raison de l'évolution des prix, des conditions économiques ou de la réglementation ou encore en raison du rendement passé. Bien que ces facteurs puissent être pris en considération et éventuellement prévus, certains jugements et certaines hypothèses sont toujours nécessaires. Au fur et à mesure que de nouveaux renseignements sont mis à notre disposition, les éléments concernés sont examinés et révisés en conséquence. Pour consulter un exposé des facteurs de risque et des incertitudes touchant les données sur les réserves, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

AUTRES RENSEIGNEMENTS PÉTROLIERS ET GAZIERS

Terrains et puits pétroliers et gaziers

Les tableaux qui suivent résumant les participations de Cenovus dans des puits productifs et non productifs, au 31 décembre 2019 :

Puits productifs	Pétrole		Gaz		Total	
	Bruts	Nets	Bruts	Nets	Bruts	Nets
Sables bitumineux ¹⁾	547	547	154	154	701	701
Deep Basin ²⁾	581	347	3 903	2 722	4 484	3 069
Total	1 128	894	4 057	2 876	5 185	3 770

1) Tous les puits exploités de Sables bitumineux sont situés en Alberta.

2) Comprend 4 072 puits productifs bruts (2 751 nets) situés en Alberta; 412 puits productifs bruts (318 nets) situés en Colombie-Britannique.

Puits non productifs ¹⁾	Pétrole		Gaz		Total	
	Bruts	Nets	Bruts	Nets	Bruts	Nets
Sables bitumineux ²⁾	177	177	194	194	371	371
Deep Basin ³⁾	245	178	579	493	824	671
Total	422	355	773	687	1 195	1 042

1) Les puits non productifs comprennent les puits qui sont en mesure de produire, mais qui ne produisent pas à l'heure actuelle. Les puits non productifs ne comprennent pas les autres types de puits, comme les puits d'exploration stratigraphiques, les puits de service ou les puits abandonnés.

2) Tous les puits inexploités de Sables bitumineux sont situés en Alberta.

3) Comprend 785 puits non productifs bruts (636 nets) situés en Alberta; 36 puits non productifs (32 nets) situés en Colombie-Britannique; trois puits non productifs bruts (trois puits non productifs nets) situés en Saskatchewan.

Cenovus ne compte aucun terrain important ayant des réserves attribuées qui sont en mesure de produire, mais qui ne sont pas en production.

Activités d'exploration et de développement

Les tableaux suivants résument les participations brutes et nettes de Cenovus dans les puits forés en 2019¹⁾ :

Puits forés	Sables bitumineux		Deep Basin		Total	
	Bruts	Nets	Bruts	Nets	Bruts	Nets
Pétrole	80	79	-	-	80	79
Gaz	-	-	-	-	-	-
Secs et abandonnés	-	-	-	-	-	-
Total au Canada	80	79	-	-	80	79

1) Onze puits d'exploration bruts (onze puits nets) ont été forés dans le secteur Sables bitumineux en 2019. Aucun puits d'exploration n'a été foré dans le Deep Basin en 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le secteur Sables bitumineux a foré 58 puits d'exploration stratigraphiques bruts (57 puits nets). Le secteur Deep Basin n'a foré aucun puits d'exploration stratigraphique.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le secteur Sables bitumineux n'a foré aucun puits de service et aucun puits de service n'a été foré au secteur Deep Basin.

Les paires de puits de DGMV sont comptées comme un seul puits de pétrole productif dans le tableau précédent.

Pour tous les types de puits, sauf les puits d'exploration stratigraphiques, le calcul du nombre de puits se fonde sur le nombre d'emplacements en surface. Dans le cas des puits d'exploration stratigraphiques, le calcul se fonde sur le nombre d'emplacements de fond de trou.

Les activités de développement ont porté essentiellement sur le maintien de la production de bitume à Foster Creek et à Christina Lake et sur la production et sur la réévaluation des risques potentiels liés aux ressources des propriétés dans le Deep Basin.

Terrains sans réserves attribuées

Cenovus possède environ 5,8 millions d'acres brutes (4,8 millions d'acres nettes) de terrains au Canada auxquels aucune réserve n'a été attribuée en particulier. Pour les terrains à l'égard desquels Cenovus détient plusieurs concessions sous la même aire de surface, la superficie nette et brute a été établie pour chaque concession.

Cenovus possède des droits relatifs à l'exploration, au développement et à l'exploitation d'environ 117 738 acres nettes qui pourraient expirer le 31 décembre 2020 et qui concernent exclusivement des terrains appartenant à la Couronne et des terrains détenus en propriété franche.

Les terrains n'ayant aucune réserve qui a été attribuée comprennent les terres de la Couronne où des ressources de bitume éventuelles et des ressources prometteuses ont été repérées et des terres de la Couronne où des activités d'exploration jusqu'à ce jour n'ont pas permis de repérer des ressources éventuelles en quantité commerciale. La société examine régulièrement la viabilité économique de ces terrains non prouvés en fonction du prix, de la disponibilité du capital et du niveau d'aménagement des infrastructures connexes. À partir de ce processus, certains terrains sont choisis aux fins de mise en valeur future, alors que d'autres sont maintenus inactifs, vendus, échangés ou rendus au propriétaire de droits miniers.

Renseignements supplémentaires sur les coûts d'abandon et de remise en état

Les coûts d'abandon et de remise en état futurs totaux estimatifs des puits, des installations et des infrastructures existants sont fondés sur l'estimation que fait la direction des frais nécessaires pour restaurer, remettre en état et abandonner des puits et des installations eu égard à la participation directe de Cenovus et au calendrier prévu des frais qui seront engagés au cours de périodes ultérieures. Cenovus a mis au point un processus pour calculer ces estimations, qui tient compte de la réglementation applicable, des coûts réels et prévus, du type de puits ou d'installation et de sa taille ainsi que de l'emplacement géographique.

Cenovus a estimé que les coûts d'abandon et de remise en état futurs non actualisés et constants de ses actifs en amont existants étaient d'environ 2 606 millions de dollars (environ 518 millions de dollars, avec un taux d'actualisation de 10 pour cent) au 31 décembre 2019; elle prévoit payer entre 120 et 170 millions de dollars de ces coûts au cours des trois prochains exercices. Cenovus s'attend à engager ces coûts à l'égard d'une partie des 10 239 puits nets.

Des coûts d'abandon et de remise en état futurs non actualisés qui seront engagés au cours de la durée des réserves prouvées de Cenovus, environ 6,8 milliards de dollars ont été déduits de l'estimation de nos produits des activités ordinaires nets futurs,

ce qui correspond aux coûts d'abandon et de remise en état totaux estimatifs actuels de la société, plus toutes les estimations prévisionnelles des coûts d'abandon et de remise en état attribuables aux activités de développement associées aux réserves.

Horizon fiscal

En 2019, la société a fait l'objet d'un impôt sur le résultat en trésorerie relativement faible. En fonction

du bénéfice net futur attendu, la société s'attend à payer de l'impôt sur le résultat en trésorerie relativement faible sur son bénéfice de 2020. Cette estimation pourrait changer considérablement si les hypothèses sous-jacentes changent à l'égard des prix des marchandises, des niveaux de dépenses d'investissement et des opérations d'acquisition et d'aliénation.

Coûts engagés

(en millions de dollars)	2019
Acquisitions	
Non prouvées	4
Prouvées	5
Acquisitions totales	9
Frais d'exploration	73
Frais de développement	686
Frais totaux engagés	768

Contrats à terme de gré à gré

Cenovus peut utiliser des instruments dérivés financiers afin de gérer son exposition aux fluctuations des prix des marchandises, des taux de change et des taux d'intérêt. Une description de ces instruments est donnée dans les notes afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Estimations de la production

Le tableau qui suit résume la production estimative en 2020 des réserves dans lesquelles la société a une participation, avant redevances, à l'égard de tous les terrains détenus au 31 décembre 2019 calculée en fonction des prix et des coûts prévisionnels, la totalité de la production provenant du Canada. Ces estimations présument que certaines activités auront lieu, comme le développement de réserves non développées, et qu'il n'y a aucun désinvestissement.

Production estimative en 2020		Prouvées et probables
Coûts et prix prévisionnels	Prouvées	
Bitume (b/j) ¹⁾²⁾	393 170	403 146
Pétrole léger et moyen (b/j)	4 051	4 643
LGN (b/j)	17 534	18 421
Gaz naturel classique (Mpi ³ /j) ³⁾	372	396
Total (bep/j)	476 822	492 269

- 1) Comprend la production de Foster Creek de 164 971 barils par jour dans la catégorie prouvée et de 170 219 barils par jour dans la catégorie prouvée et probable et la production de Christina Lake de 226 244 barils par jour dans la catégorie prouvée et de 230 241 barils par jour dans la catégorie prouvée et probable.
- 2) Comprend le pétrole brut lourd qui n'est pas substantiel.
- 3) Comprend le gaz de schiste qui n'est pas substantiel.

Historique de la production et résultats par élément

	2019	T4	T3	T2	T1
Bitume					
Production totale (b/j)	354 257	374 132	354 595	344 973	342 980
Foster Creek	159 598	161 705	156 527	165 953	154 156
Christina Lake	194 659	212 427	198 068	179 020	188 824
Prix de vente (\$/b)	53,78	48,05	54,94	62,68	49,67
Redevances (\$/b)	8,97	9,29	10,29	10,13	5,97
Transport et fluidification (\$/b)	8,94	10,73	9,93	8,07	6,76
Charges d'exploitation (\$/b)	8,15	8,06	6,90	8,70	9,06
Rentrées nettes, à l'exclusion de la gestion des risques réalisés ¹⁾	27,72	19,97	27,82	35,78	27,88
Pétrole léger et moyen					
Production totale (b/j)	4 911	4 991	4 929	4 904	4 820
Prix de vente (\$/b)	65,70	64,48	68,53	69,71	59,90
Redevances (\$/b)	10,54	10,84	5,98	16,37	9,00
Transport et fluidification (\$/b)	3,07	2,05	1,09	6,12	3,07
Charges d'exploitation (\$/b)	11,11	10,54	11,04	12,30	10,56
Rentrées nettes, à l'exclusion de la gestion des risques réalisés ¹⁾	40,98	41,05	50,42	34,92	37,27
Gaz naturel classique²⁾					
Production totale (Mpi ³ /j)	424	403	407	432	458
Prix de vente (\$/kpi ³)	2,01	2,59	1,21	1,29	2,89
Redevances (\$/kpi ³)	0,02	0,04	(0,03)	(0,03)	0,09
Transport et fluidification (\$/kpi ³)	0,32	0,33	0,32	0,30	0,33
Charges d'exploitation (\$/kpi ³)	1,41	1,45	1,36	1,29	1,54
Taxes sur la production et impôts miniers (\$/kpi ³)	0,01	-	0,01	0,01	0,01
Rentrées nettes, à l'exclusion de la gestion des risques réalisés ¹⁾	0,25	0,77	(0,45)	(0,28)	0,92
LGN					
Production totale (b/j)	21 762	21 206	21 175	21 513	23 183
Prix de vente (\$/b)	26,36	27,22	22,16	27,36	28,53
Redevances (\$/b)	0,90	0,93	(2,55)	2,27	2,81
Transport et fluidification (\$/b)	3,44	3,81	3,74	4,19	2,12
Charges d'exploitation (\$/b)	9,35	8,01	8,12	12,44	8,87
Rentrées nettes, à l'exclusion de la gestion des risques réalisés ¹⁾	12,67	14,47	12,85	8,46	14,73

1) Les rentrées nettes sont une mesure non conforme aux PCGR d'usage courant dans le secteur du pétrole et du gaz naturel qui permet d'évaluer le rendement de l'exploitation sur une base unitaire. Les rentrées nettes correspondent à la différence entre le chiffre d'affaires brut et la somme des redevances, des frais de transport et de fluidification, des charges d'exploitation et des taxes sur la production et impôts miniers, divisée par les volumes de ventes. Les rentrées nettes ne tiennent pas compte de la dépréciation hors trésorerie des produits en stock jusqu'à ce que les stocks soient vendus. Le calcul est conforme à la définition figurant dans le manuel intitulé Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook. Le prix de vente, les frais de transport et de fluidification et les volumes des ventes de pétrole brut ne tiennent pas compte des condensats achetés. Les rentrées nettes ne font pas l'objet d'une définition normalisée selon les IFRS et ne sont donc pas considérées comme une mesure conforme aux PCGR. De ce fait, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Cette mesure est décrite et présentée dans la présente notice annuelle pour fournir aux actionnaires et aux investisseurs éventuels de l'information supplémentaire sur la liquidité de Cenovus et sa capacité à dégager des fonds pour financer ses activités, et pour respecter les exigences du Règlement 51-101. Cette mesure ne doit pas être considérée isolément ni en substitut des mesures préparées selon les IFRS. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion le plus récent de Cenovus, lequel peut être consulté à l'adresse cenovus.com. Pour le rapprochement des éléments financiers des rentrées nettes avec la mesure conforme aux PCGR et les volumes de ventes utilisés dans le calcul, se reporter à l'annexe D intitulée « Rapprochements des rentrées nettes ».

2) Comprend le gaz de schiste qui n'est pas substantiel.

Dépenses d'investissement, acquisitions et dessaisissements

Cenovus prévoit investir entre 1,3 et 1,5 milliard de dollars en 2020, dont environ 70 pour cent aux fins des investissements de maintien principalement pour garder la production de base aux exploitations de Foster Creek et de Christina Lake. Cenovus prévoit également faire avancer les travaux de ses projets à rendement potentiellement élevé en vue de l'obtention de l'aval des organismes de réglementation afin de faciliter d'éventuelles décisions finales d'investissement.

Le tableau suivant fait état du montant net des dépenses d'investissement de Cenovus pour 2019 et 2018 :

Dépenses d'investissement – montant net (en millions de dollars)	2019	2018
Dépenses d'investissement		
Sables bitumineux		
Foster Creek	243	379
Christina Lake	362	445
Total	605	824
Autres régions du secteur Sables bitumineux	101	63
	706	887
Deep Basin	53	211
Raffinage et commercialisation	280	208
Activités non sectorielles	137	57
Dépenses d'investissement	1 176	1 363
Acquisitions	13	341
Sorties d'actifs	(5)	(1 375)
Activités nettes d'acquisitions et de sorties d'actifs	8	(1 034)
Dépenses d'investissement – montant net ¹⁾	1 184	329

1) Comprend les dépenses liées aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux actifs d'exploration et d'évaluation et aux actifs détenus aux fins de leur vente.

DIVIDENDES

La déclaration de dividendes est à l'entière appréciation du conseil de Cenovus et est évaluée chaque trimestre. Le conseil a approuvé un dividende pour le premier trimestre de 0,0625 \$ par action, payable le 31 mars 2020 aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 13 mars 2020. Les lecteurs devraient également se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle, pour obtenir de plus amples renseignements.

Cenovus a versé les dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Dividendes versés (\$ par action)	Exercice	T4	T3	T2	T1
2019	0,2125	0,0625	0,05	0,05	0,05
2018	0,20	0,05	0,05	0,05	0,05
2017	0,20	0,05	0,05	0,05	0,05

DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS

Cenovus est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de deuxième rang dont le nombre total ne peut dépasser 20 pour cent du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation. Au 31 décembre 2019, environ 1 228,8 millions d'actions ordinaires étaient en circulation, mais aucune action privilégiée de premier ou de deuxième rang n'était en circulation.

ACTIONS ORDINAIRES

Les porteurs des actions ordinaires ont le droit i) de recevoir des dividendes quand le conseil de Cenovus en déclare; ii) de recevoir l'avis de convocation et d'assister à toutes les assemblées des actionnaires et d'y exercer leurs droits de vote à raison de une voix par action ordinaire qu'ils détiennent; et iii) de participer à toute distribution des actifs de la société en cas de liquidation ou de dissolution ou à toute autre distribution de ses actifs entre les actionnaires aux fins de dissoudre ses affaires.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries. Le conseil de Cenovus peut établir la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés à chaque série d'actions privilégiées avant l'émission de cette série.

Les porteurs des actions privilégiées n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires, mais pourraient avoir le droit d'y voter si la société omet de verser des dividendes sur cette série d'actions privilégiées. Les actions privilégiées de premier rang ont priorité sur les actions privilégiées de deuxième rang et les actions ordinaires en ce qui a trait aux versements de dividendes et aux distributions d'actifs en cas de liquidation ou de dissolution des affaires de Cenovus. Le nombre total d'actions privilégiées émises par la société ne peut dépasser 20 pour cent du nombre total d'actions ordinaires alors en circulation.

RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES

Cenovus a instauré un régime de droits des actionnaires (le « régime de droits des actionnaires »), adopté en 2009, qui crée un droit se rattachant à chaque action ordinaire. Jusqu'à la date de séparation, qui survient habituellement au moment d'une offre publique d'achat non sollicitée, aux termes de laquelle une personne fait l'acquisition ou tente de faire l'acquisition de 20 pour cent ou plus des actions ordinaires de Cenovus, les droits ne peuvent être exercés, et aucun certificat de droits distinct n'est émis. Chaque droit permet au porteur, sauf l'acquéreur de la tranche de 20 pour cent

d'actions, à compter de la date de séparation (à moins qu'elle ne soit reportée par le conseil de la société) et avant certains délais d'expiration, d'acquies des actions ordinaires à 50 pour cent de leur cours du marché au moment de l'exercice. Le régime de droits des actionnaires a été reconfirmé à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de 2018. Les actionnaires seront invités à reconfirmier le régime à chaque période de trois ans.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DE DIVIDENDES

Cenovus a un plan de réinvestissement de dividendes qui permet aux porteurs d'actions ordinaires de réinvestir automatiquement dans des actions ordinaires additionnelles une partie ou la totalité des dividendes en espèces versés sur leurs actions ordinaires. Au gré de la société, les actions ordinaires additionnelles peuvent être émises sur le capital autorisé au cours moyen pondéré en fonction du

volume des actions ordinaires (libellé dans la devise dans laquelle les actions ordinaires se négocient sur la bourse concernée) à la Bourse de Toronto (« TSX ») pendant les cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement de dividendes pertinente ou peuvent être achetées sur le marché.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONNAIRES DES EMPLOYÉS

Cenovus a un régime d'options d'achat d'actions des employés qui offre aux employés l'occasion d'exercer des options visant l'achat d'actions ordinaires. Pour obtenir de plus amples renseignements concernant les options d'achat d'actions ordinaires (« options »), et les actions ordinaires émises à l'exercice des options, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Capital social » et « Régimes de rémunération fondée sur des actions » dans les notes des états financiers consolidés audités 2019 de Cenovus.

NOTATIONS

Les renseignements qui suivent concernant les notations de Cenovus sont fournis puisqu'ils touchent les coûts de financement et la liquidité de la société. Plus particulièrement, les notations ont une incidence sur la capacité de Cenovus d'obtenir du financement à court terme et à long terme et sur le coût de ce financement. Un abaissement de la note actuellement accordée à la dette de Cenovus par les agences de notation de la société ou une variation négative des perspectives pourraient influencer défavorablement sur les coûts de financement de Cenovus et son accès à des sources de liquidités et de capital, et possiblement l'obliger à fournir des garanties supplémentaires sous forme d'espèces, de lettres de crédit ou d'autres instruments financiers. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

Le tableau suivant présente les notations actuelles et la perspective des titres d'emprunt de Cenovus :

	S&P Global Ratings (« S&P »)	Moody's Investors Service (« Moody's »)	DBRS Limited (« DBRS »)	Fitch Ratings Inc. (« Fitch »)
Titres de premier rang non garantis				
Note à long terme	BBB	Ba1	BBB	BBB-
Perspective/tendance	Stable	Positive	Stable	Stable

Les notations visent à donner une mesure indépendante de la qualité du crédit d'une émission de titres. Les notes attribuées par les agences de notation ne constituent pas des recommandations aux fins de l'achat, de la détention ou de la vente des titres pas plus que les notes ne constituent un commentaire sur les cours des titres ou leur pertinence pour un investisseur particulier. Une note peut ne pas rester en vigueur pendant une période donnée et peut être révisée ou retirée ultérieurement par l'agence de notation en tout temps si, selon elle, les circonstances le justifient.

Les notes à long terme de S&P se situent sur une échelle d'évaluation qui varie de AAA à D, qui représentent la meilleure et la moins bonne qualité des titres évalués. La note BBB de S&P fait partie de la quatrième catégorie en importance sur 10 et indique que la créance affiche des paramètres de protection adéquats. Toutefois, une situation économique défavorable ou l'évolution de circonstances risquent plus vraisemblablement de se traduire par une diminution de la capacité du débiteur à respecter ses engagements financiers sur la

créance. L'attribution d'un indicateur « + » ou « - » après la note indique la position relative au sein d'une catégorie de notation particulière. La perspective de la notation de S&P évalue l'orientation éventuelle d'une note à long terme sur le moyen terme (habituellement de six mois à deux ans). Les perspectives se répartissent en cinq catégories : « positive », « négative », « stable », « évolutive » et « non significative ». Pour établir la perspective d'une notation, toutes les possibilités de changements dans la conjoncture économique et/ou les conditions commerciales fondamentales sont prises en compte. Une perspective « stable » indique qu'une note ne changera vraisemblablement pas.

Les notes à long terme de Moody's se situent sur une échelle d'évaluation qui varie de Aaa à C, qui représentent la meilleure et la moins bonne qualité des titres évalués. Une note Ba de Moody's fait partie de la cinquième catégorie en importance sur neuf et est attribuée aux titres d'emprunt qui sont considérés comme relevant de la catégorie spéculative et qui sont exposés à un risque de crédit substantiel. L'ajout d'un indicateur 1, 2 ou 3 après l'évaluation indique sa

position relative au sein d'une catégorie de notation particulière. L'indicateur 1 signifie que l'émission se place dans la partie supérieure de sa catégorie de notation générique. La perspective de Moody's constitue une opinion concernant l'orientation probable de la notation à moyen terme. Les perspectives se répartissent en quatre catégories : « positive », « négative », « stable » et « évolutive ». Une mention qu'une notation est positive signifie qu'il est fort probable qu'elle soit modifiée à la hausse à moyen terme.

Les notes à long terme de DBRS se situent sur une échelle d'évaluation qui varie de AAA à D, qui représentent la meilleure et la moins bonne qualité des titres évalués. Une note BBB de DBRS fait partie de la quatrième catégorie en importance sur 10 et est attribuée aux titres d'emprunt considérés comme des titres ayant une qualité de crédit adéquate et une capacité de paiement des obligations financières acceptable. Les entités faisant partie de la catégorie BBB peuvent être vulnérables face aux éventualités futures. L'attribution d'un indicateur « (haut) » ou « (bas) » au sein de chaque catégorie de notation indique sa position relative au sein de la catégorie en question. Les tendances de notation donnent des indications sur l'opinion de DBRS à l'égard de la perspective de la notation en question. Les tendances de notation comportent trois catégories : « positive », « stable » ou « négative ». La tendance de notation indique l'opinion de DBRS sur la direction que prendra la notation si les circonstances demeurent les mêmes ou, dans certains cas, si les défis ne sont pas relevés.

Les notes à long terme de Fitch se situent sur une échelle d'évaluation qui varie de AAA à D, qui représentent la meilleure et la moins bonne qualité des titres évalués. La note BBB fait partie de la

quatrième catégorie en importance sur 11 et est attribuée aux titres d'emprunt considérés comme des titres ayant une bonne qualité de crédit. La note BBB reflète actuellement une anticipation de risque de défaut faible. La capacité de paiement des obligations financières est considérée adéquate, mais il est plus probable qu'une conjoncture commerciale ou économique défavorable réduise cette capacité. L'un des indicateurs « + » ou « - » peut être ajouté à une note pour indiquer la position relative au sein d'une catégorie de notation particulière. La perspective de notation de Fitch indique l'évolution que devrait connaître une note sur une période de un à deux ans, les perspectives concernant les notations de Fitch se répartissant en quatre catégories : « positive », « négative », « stable » ou « évolutive ». La perspective de notation reflète des tendances, notamment financières, qui n'ont pas encore atteint ou n'ont pas encore maintenu un niveau qui entraînerait une modification de la note, mais qui pourraient l'atteindre si elles se maintiennent. Une perspective positive ou négative ne signifie pas que la modification de la note est inévitable et, de manière similaire, une note avec une perspective stable peut être haussée ou abaissée sans révision préalable de la perspective. Lorsque la tendance fondamentale comporte à la fois des éléments positifs et négatifs forts et conflictuels, la perspective peut être décrite comme évolutive.

Au cours des trois derniers exercices, Cenovus a effectué des paiements à S&P, à Moody's, à DBRS et à Fitch en ce qui concerne la notation des titres d'emprunt de la société. De plus, Cenovus a acheté des produits et des services auprès de S&P, de Moody's, de DBRS et de Fitch.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

La totalité des actions ordinaires en circulation sont inscrites et affichées en vue de leur négociation à la TSX et à la New York Stock Exchange (« NYSE ») sous le symbole CVE. Le tableau suivant indique la fourchette des cours et le volume des actions négociées chaque mois en 2019 :

	TSX				NYSE			
	Fourchette des cours des actions			Volume d'actions ²⁾	Fourchette des cours des actions			Volume d'actions ⁴⁾
	Haut ¹⁾	Bas ¹⁾	Clôture ¹⁾		Haut ³⁾	Bas ³⁾	Clôture ³⁾	
	(\$ par action)			(en milliers)	(\$ US par action)			(en milliers)
Janvier	10,93	9,19	10,26	183 614	8,26	6,75	7,79	78 719
Février	12,24	9,62	12,06	143 100	9,32	7,24	9,16	92 538
Mars	12,40	10,68	11,60	157 486	9,27	7,96	8,68	89 288
Avril	14,26	11,75	13,28	203 845	10,60	8,82	9,91	124 443
Mai	13,30	10,85	11,08	153 196	9,92	8,04	8,19	99 274
Juin	12,09	10,29	11,55	128 923	9,16	7,68	8,82	78 261
Juillet	12,82	11,36	12,27	110 604	9,76	8,66	9,28	79 411
Août	12,22	10,75	11,62	121 102	9,25	8,07	8,73	67 405
Septembre	14,31	11,24	12,43	154 563	10,82	8,42	9,38	86 810
Octobre	12,60	10,64	11,22	127 123	9,48	8,01	8,49	90 882
Novembre	12,56	11,25	11,74	104 530	9,49	8,56	8,89	53 165
Décembre	13,36	11,33	13,20	122 516	10,24	8,52	10,15	60 890

1) Publiés par la TSX.

2) Publiés par tous les marchés canadiens. Source : Bloomberg.

3) Publiés par le NYSE.

4) Publiés par tous les marchés américains. Source : Bloomberg.

ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

ADMINISTRATEURS

Sauf indication contraire, les personnes qui suivent sont des administrateurs de Cenovus au 31 décembre 2019.

Nom et lieu de résidence	Administrateur depuis¹⁾	Occupation principale au cours des cinq dernières années
Susan F. Dabarno^{2,4)} Bracebridge (Ontario) Canada	2017 Indépendante	M ^{me} Dabarno est administratrice de la Société Financière Manuvie, compagnie d'assurance et de services financiers cotée en bourse, depuis mars 2013. Elle possède une expertise appréciable en gestion de patrimoine et en finances et a été présidente du conseil membre de la direction de Richardson Partners Financial Limited (« Richardson »), une société indépendante spécialisée dans les services de gestion de patrimoine, d'octobre 2009 à avril 2010, et présidente et chef de la direction de juin 2003 à octobre 2009. Avant d'entrer au service de Richardson, elle était présidente et chef de l'exploitation de Merrill Lynch Canada Inc.
Patrick D. Daniel⁶⁾ Calgary (Alberta) Canada	2009 (président) Indépendant	M. Daniel préside le conseil de Cenovus depuis avril 2017. Il est administrateur de la Banque Canadienne Impériale de Commerce. M. Daniel a été président du bureau de révision nord-américain d'American Air Liquide Holdings, Inc., filiale d'une société ouverte de services de gaz industriels, de 2013 à 2018; administrateur de Capital Power Corporation, société ouverte nord-américaine de production d'électricité de février 2015 à avril 2018; et administrateur d'Enbridge Inc. (« Enbridge »), société ouverte de distribution d'énergie, d'avril 2000 à octobre 2012. Pendant son mandat chez Enbridge, il a également été chef de la direction de février à octobre 2012, président et chef de la direction de janvier 2001 à février 2012 et haut dirigeant d'Enbridge et de sa société devancière depuis 1994.
Jane E. Kinney^{2,5)} Toronto (Ontario) Canada	2019 Indépendante	M ^{me} Kinney est administratrice d'Intact Corporation financière, compagnie d'assurance ouverte, depuis mai 2019. M ^{me} Kinney a travaillé 25 ans chez Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. Canada (« Deloitte ») et est devenue associée de Deloitte en 1997. Elle a été nommée vice-présidente du conseil, membre de l'équipe de direction de Deloitte en juin 2010 et a occupé ce poste jusqu'à son départ à la retraite en juin 2019. Auparavant, elle a occupé divers postes auprès de Deloitte dont celui d'associée directrice canadienne du groupe Gestion des risques et de la qualité de mai 2010 à juin 2015, de chef de la gestion des risques à l'échelle mondiale de juin 2010 à mai 2012 et de directrice du groupe de pratique réglementaire et de gestion des risques de juin 1999 à mai 2010. Elle a également été conférencière à l'Université du Manitoba, à l'Université Dalhousie et à l'Université Saint Mary's.
Harold N. Kvisle^{2,4)} Calgary (Alberta) Canada	2018 Indépendant	M. Kvisle est administrateur, depuis mai 2009, et président du conseil d'ARC Resources Ltd., société pétrolière et gazière ouverte, et administrateur, depuis juin 2017, et président du conseil de Finning International Inc., société ouverte d'équipement lourd. Il a été administrateur de Cona Resources Ltd. (« Cona »), société ouverte de pétrole lourd, de novembre 2011 à mai 2018, lorsque Cona a été acquise par Waterous Energy Fund. M. Kvisle a été président et chef de la direction de Société d'énergie Talisman Inc. (« Talisman »), société pétrolière et gazière ouverte, de septembre 2012 à mai 2015 et administrateur de Talisman de mai 2010 à mai 2015. De 2001 à 2010, M. Kvisle était président et chef de la direction de TransCanada Corporation, désormais Corporation TC Énergie (« TC Énergie »), une société ouverte d'infrastructure énergétique. Avant de se joindre à TC Énergie en 1999, il était président de Fletcher Challenge Energy Canada Inc. M. Kvisle travaille dans le secteur du pétrole et du gaz depuis 1975 et dans les secteurs des services publics et de l'électricité depuis 1999.

Nom et lieu de résidence	Administrateur depuis¹⁾	Occupation principale au cours des cinq dernières années
Steven F. Leer^{3,4)} Boca Grande (Floride) États-Unis	2015 Indépendant	M. Leer est administrateur principal de Norfolk Southern Corporation, société ouverte nord-américaine de transport ferroviaire, depuis 1999; et administrateur de Parsons Corporation, société ouverte de services techniques, d'ingénierie, de construction et de gestion, depuis avril 2013. M. Leer a été administrateur et président du conseil non membre de la direction d'USG Corporation (« USG »), société ouverte de fabrication et de distribution de systèmes de construction à rendement élevé, de novembre 2016 à avril 2019, administrateur principal d'USG de janvier 2012 à novembre 2016 et en a été administrateur de juin 2005 à janvier 2012. Il a également été président du conseil d'Arch Coal, Inc. (« Arch Coal »), société ouverte de production de charbon, d'avril 2006 à avril 2014, et administrateur d'Arch Coal et de la société qui l'a précédée à compter de 1992 jusqu'en avril 2014. Pendant son mandat chez Arch Coal et la société qui l'a précédée, M. Leer en a également été chef de la direction de juillet 1992 à avril 2012 ainsi que président de juillet 1992 à avril 2006.
M. George Lewis^{3,4)} Toronto (Ontario) Canada	2019 Indépendant	M. Lewis est administrateur de Legal & General Group plc, société ouverte d'actifs mondiaux et de gestion de risque, depuis novembre 2018; administrateur d'AOG Group, société d'investissement basée en Europe, depuis novembre 2018, et administrateur du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario depuis avril 2019. M. Lewis a été administrateur et président du comité d'audit et des risques d'Ontario Power Generation, société d'État d'énergie, et administrateur d'Enbridge Income Fund Holdings Inc., qui a été acquise par Enbridge Inc. en novembre 2018. Avant de prendre sa retraite en 2016, M. Lewis a occupé des postes de plus en plus importants auprès de la Banque Royale du Canada (« RBC »). Il a été nommé au groupe de direction de la RBC en 2007 alors qu'il avait la responsabilité du groupe Gestion de patrimoine, prenant également la responsabilité du groupe Assurances en 2012.
Keith A. MacPhail^{3,5)} Calgary (Alberta) Canada	2018 Indépendant	M. MacPhail est administrateur, depuis novembre 1997, et président du conseil de Bonavista Energy Corporation, auparavant Bonavista Petroleum Ltd. (« Bonavista »), société pétrolière et gazière ouverte; administrateur et président du conseil de NuVista Energy Ltd., société pétrolière et gazière ouverte, depuis juillet 2003; et siège au conseil d'administration d'une société de services pétroliers et gaziers fermée. M. MacPhail a été président du conseil membre de la direction de Bonavista de 2012 à 2018; président du conseil et chef de la direction de 2008 à 2012; et président et chef de la direction de 1997 à 2008. Avant de se joindre à Bonavista en 1997, M. MacPhail a gravi les échelons au sein de la direction de Canadian Natural Resources Limited, le dernier poste qu'il a occupé étant celui de vice-président directeur et chef de l'exploitation. Auparavant, il a été directeur de la production auprès de POCO Petroleum Ltd.

Nom et lieu de résidence	Administrateur depuis¹⁾	Occupation principale au cours des cinq dernières années
Richard J. Marcogliese^{3,5)} Alamo (Californie) États-Unis	2016 Indépendant	M. Marcogliese est directeur d'Refine, LLC, société fermée de consultation en raffinage de pétrole, depuis juin 2011; et conseiller exécutif de Pilko & Associates L.P., société fermée d'expertise-conseils en produits chimiques et en énergie, depuis juin 2011. Le 1 ^{er} janvier 2020, M. Marcogliese a été nommé administrateur de Delek US Holdings Inc., société ouverte d'énergie en aval. Il a été conseiller en exploitation auprès de NTR Partners III LLC, société fermée de placement, d'octobre 2013 à décembre 2017; et conseiller en exploitation auprès du chef de la direction de Philadelphia Energy Solutions, un partenariat entre The Carlyle Group et une filiale d'Energy Transfer Partners, L.P. qui exploite une installation de raffinage de pétrole sur le littoral est des États-Unis, de septembre 2012 à janvier 2016.
Claude Mongeau^{2,5)} Montréal (Québec) Canada	2016 Indépendant	M. Mongeau est administrateur de La Banque Toronto-Dominion, institution financière internationale, depuis mars 2015, et administrateur de Norfolk Southern Corporation, société ouverte de transport ferroviaire en Amérique du Nord, depuis septembre 2019. Il a été administrateur de TELUS Corporation, société ouverte de télécommunications, de mai 2017 à août 2019. Il a également été administrateur de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, société ouverte ferroviaire et de transport, d'octobre 2009 à juillet 2016, et président et chef de la direction de janvier 2010 à juin 2016. Pendant son mandat auprès de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, il a également été vice-président directeur et chef des finances d'octobre 2000 à décembre 2009, et a occupé divers postes aux responsabilités croissantes à compter du moment où il s'est joint à l'entreprise en 1994. M. Mongeau a également été administrateur du Groupe SNC-Lavalin inc. d'août 2003 à mai 2015.
Alexander J. Pourbaix⁷⁾ Calgary (Alberta) Canada	2017	M. Pourbaix est président et chef de la direction de Cenovus depuis le 6 novembre 2017 et est administrateur de Canadian Utilities Limited, société ouverte d'infrastructures d'énergie diversifiées mondiales, depuis novembre 2019. Il a été administrateur de Trican Well Service Ltd., société ouverte de services de pétrolifères, de mai 2012 à décembre 2019. M. Pourbaix a été chef de l'exploitation de TC Énergie d'octobre 2015 à avril 2017. Pendant son mandat chez TC Énergie, il a également été vice-président directeur et président, Développement, de mars 2014 à septembre 2015, président, Énergie et oléoducs, de juillet 2010 à février 2014, et a occupé divers postes aux responsabilités croissantes à compter du moment où il s'est joint à l'entreprise en 1994.
Wayne G. Thomson^{2,5)} Calgary (Alberta) Canada	2009 Indépendant	M. Thomson est président du conseil d'Inventys Thermal Technologies Inc. (« Inventys »), société fermée de technologie de capture du carbone, depuis octobre 2015; et président du conseil et président d'Enviro Valve Inc., société fermée de fabrication de soupapes de surpression brevetées, depuis juillet 2009; et il siège au conseil d'administration d'une autre société fermée. M. Thomson a été administrateur et président du conseil de Maha Energy Inc., société pétrolière et gazière suédoise ouverte, de novembre 2014 à mai 2019; administrateur de TVI Pacific Inc., société minière internationale ouverte, de mai 2011 à juin 2017 et président du conseil membre de la direction par intérim d'Inventys de mai 2016 à février 2017, ainsi que chef de la direction d'Iskander Energy Corp., société pétrolière et gazière internationale fermée, de novembre 2011 à août 2014, et administrateur de novembre 2011 à mars 2016.

Nom et lieu de résidence	Administrateur depuis ¹⁾	Occupation principale au cours des cinq dernières années
Rhonda I. Zygocki ^{3,4)} Friday Harbor (Washington) États-Unis	2016 Indépendante	M ^{me} Zygocki a été vice-présidente directrice des politiques et de la planification auprès de Chevron Corporation (« Chevron »), société d'énergie intégrée ouverte, de mars 2011 à sa retraite en février 2015. Au cours de sa carrière de 34 ans chez Chevron, elle a occupé plusieurs postes de haute direction et de cadre supérieur dans les domaines des activités internationales, des relations publiques, de la planification stratégique, des politiques, des affaires gouvernementales et de la santé, de l'environnement et de la sécurité.

1) Les administrateurs qui suivent ont été élus ou nommés au conseil de Cenovus :

- MM. Daniel et Thomson sont initialement devenus membre du conseil de Cenovus aux termes de l'arrangement;
- M. Leer a tout d'abord été élu administrateur du conseil de Cenovus à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires du 29 avril 2015;
- M^{me} Zygocki et M. Marcogliese ont tout d'abord été élus administrateurs du conseil de Cenovus à l'assemblée annuelle des actionnaires du 27 avril 2016;
- M. Mongeau a été nommé administrateur du conseil de Cenovus à compter du 1^{er} décembre 2016;
- M^{me} Dabarno a tout d'abord été élue administratrice du conseil de Cenovus à l'assemblée annuelle des actionnaires du 26 avril 2017;
- M. Pourbaix a été nommé président et chef de la direction et administrateur du conseil de Cenovus à compter du 6 novembre 2017;
- MM. Kvisle et MacPhail ont tout d'abord été élus administrateurs au conseil de Cenovus à l'assemblée annuelle des actionnaires du 25 avril 2018;
- M^{me} Kinney a été élue administratrice du conseil de Cenovus à l'assemblée annuelle des actionnaires du 24 avril 2019;
- M. Lewis a été nommé administrateur du conseil de Cenovus le 24 juillet 2019.

Le mandat de chaque administrateur commence à la date de l'assemblée à laquelle il est élu ou nommé et prend fin à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce qu'un remplaçant soit élu ou nommé.

2) Membre du comité d'audit.

3) Membre du comité des ressources humaines et de la rémunération.

4) Membre du comité des candidatures et de gouvernance.

5) Membre du comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves. (Le comité des réserves a été dissous le 24 avril 2019 et son mandat ainsi que ses responsabilités ont été transférés au comité de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité qui, par la suite, a changé son nom pour celui de comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves.)

6) Membre d'office, bénéficiant d'une invitation permanente, sans droit de vote de tous les autres comités du conseil. En tant que membre d'office sans droit de vote, M. Daniel assiste aux réunions lorsque son horaire le lui permet et peut voter lorsque cela est requis pour atteindre le quorum fixé.

7) À titre de dirigeant et d'administrateur non indépendant, M. Pourbaix ne siège à aucun comité du conseil.

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Sauf indication contraire, les personnes suivantes étaient membres de la haute direction de Cenovus au 31 décembre 2019.

Nom et résidence	Poste et occupation principale au cours des cinq dernières années
Alexander J. Pourbaix Calgary (Alberta) Canada	Président et chef de la direction Les renseignements d'ordre biographique de M. Pourbaix sont présentés à la rubrique « Administrateurs ».
Jonathan M. McKenzie Calgary (Alberta) Canada	Vice-président directeur et chef des finances M. McKenzie est vice-président directeur et chef des finances de Cenovus depuis le 1 ^{er} mai 2018. D'avril 2015 à avril 2018, M. McKenzie a été chef des finances de Husky Energy Inc. D'avril 2011 à avril 2015, M. McKenzie a été chef des finances et chef des affaires commerciales d'Irving Oil Ltd. De mars 2009 à mai 2011, M. McKenzie a été vice-président et contrôleur de Suncor Énergie Inc.
Harbir S. Chhina Calgary (Alberta) Canada	Vice-président directeur et chef des technologies M. Chhina est devenu vice-président directeur et chef des technologies le 25 avril 2017. De septembre 2015 à avril 2017, il a été vice-président directeur du développement des sables bitumineux; de décembre 2010 à août 2015, il a été vice-président directeur du secteur Sables bitumineux; et de novembre 2009 à novembre 2010, M. Chhina a été vice-président directeur de la mise en valeur assistée du pétrole et des nouvelles zones de ressources de Cenovus.
Keith A. Chiasson Calgary (Alberta) Canada	Vice-président directeur, Activités en aval M. Chiasson est devenu vice-président directeur, Activités en aval, le 1 ^{er} mars 2019. De décembre 2017 à février 2019, il a été vice-président principal, Activités en aval. De mai 2017 à décembre 2017, il a été vice-président des activités de production des sables bitumineux, et de juillet 2016 à mai 2017, il a été vice-président de l'exploitation de Cenovus. D'avril 2016 à juillet 2016, M. Chiasson a été le directeur de l'exploitation pour le projet Kearl chez Imperial Oil Resources. De septembre 2013 à avril 2016, il a été le directeur de l'exploitation d'ExxonMobil pour la région des États-Unis. De janvier 2012 à septembre 2013, M. Chiasson a été directeur de la planification et de l'analyse commerciale d'ExxonMobil Production Company.

Nom et résidence	Poste et occupation principale au cours des cinq dernières années
Alan C. Reid Calgary (Alberta) Canada	Vice-président directeur, Participation des parties prenantes, sécurité et services juridiques, et chef du contentieux M. Reid est devenu vice-président directeur, Participation des parties prenantes, sécurité et services juridiques, et chef du contentieux le 14 décembre 2017. De décembre 2015 à décembre 2017, M. Reid a été vice-président directeur, Environnement, affaires générales et services juridiques, et chef du contentieux; de septembre 2015 à novembre 2015, il a été vice-président directeur, Environnement, affaires générales et services juridiques; de janvier 2014 à août 2015, il a été vice-président principal à Christina Lake et à Narrows Lake; de janvier 2012 à janvier 2014, il a été vice-président principal à Christina Lake; et de novembre 2009 à janvier 2012, M. Reid a été vice-président, Réglementation, santé et sécurité, de Cenovus.
Norrie C. Ramsay Calgary (Alberta) Canada	Vice-président directeur, Activités en amont M. Ramsay est devenu vice-président directeur de Cenovus le 1 ^{er} décembre 2019 et a été nommé vice-président directeur, Activités en amont, avec prise d'effet le 1 ^{er} janvier 2020. De juin 2019 à novembre 2019, M. Ramsay a été vice-président principal, Projets, de TC Énergie et, d'août 2014 à mai 2019, vice-président principal, Centre et projets techniques, de TC Énergie. De mai 2010 à juillet 2014, M. Ramsay a été vice-président mondial, Projets et ingénierie, de la Société d'énergie Talisman Inc.
Karamjit S. Sandhar Calgary (Alberta) Canada	Vice-président principal, secteur Deep Basin M. Sandhar a été nommé vice-président principal, secteur Deep Basin, avec prise d'effet le 1 ^{er} janvier 2020. De décembre 2017 à décembre 2019, il a été vice-président principal, Stratégie et développement d'entreprise. De juillet 2016 à décembre 2017, M. Sandhar a été vice-président, Relations avec les investisseurs et expansion de l'entreprise; de mai 2016 à juillet 2016, M. Sandhar a été vice-président, Relations avec les investisseurs; de mai 2015 à mai 2016, M. Sandhar a été directeur, Relations avec les investisseurs; et d'avril 2013 à mai 2015, M. Sandhar a été directeur, Gestion de portefeuille.
Sarah J. Walters Calgary (Alberta) Canada	Vice-présidente principale, Services généraux M ^{me} Walters est devenue vice-présidente principale, Services généraux le 14 décembre 2017. De janvier à décembre 2017, M ^{me} Walters a été vice-présidente des ressources humaines; de septembre 2015 à décembre 2016, elle a été vice-présidente, Organisation et individus; de mars 2014 à août 2015, elle a été vice-présidente des partenaires d'affaires RH et de la conception organisationnelle; de juillet 2013 à février 2014, elle a été vice-présidente des partenaires d'affaires RH; et de mars 2013 à juillet 2013, M ^{me} Walters a été vice-présidente des services consultatifs des ressources humaines de Cenovus. Avant de se joindre à Cenovus en mars 2013, M ^{me} Walters a été vice-présidente des ressources humaines, Activités internationales de la région de l'Ouest de Société d'énergie Talisman Inc.
J. Drew Zieglgansberger Calgary (Alberta) Canada	Vice-président directeur, Stratégie et développement d'entreprise M. Zieglgansberger a été nommé vice-président directeur, Stratégie et développement d'entreprise, avec prise d'effet le 1 ^{er} janvier 2020. De janvier 2018 à décembre 2019, il a été vice-président directeur, Activités en amont; d'avril 2017 à janvier 2018, M. Zieglgansberger a été vice-président directeur, Deep Basin; de septembre 2015 à avril 2017, il a été vice-président directeur, Production des sables bitumineux; de juin 2015 à août 2015, il a été vice-président directeur, Exploitation et services partagés; de juin 2012 à mai 2015, il a été vice-président principal, Exploitation et services partagés; de janvier 2012 à mai 2012, il a été vice-président principal, Réglementation, collectivités locales et militaire; et de décembre 2010 à janvier 2012, M. Zieglgansberger a été vice-président principal de Cenovus à Christina Lake.

Au 31 décembre 2019, la totalité des administrateurs et des membres de la haute direction de Cenovus, en tant que groupe, étaient propriétaires véritables, directement ou indirectement, de 2 234 156 actions ordinaires, soit environ 0,18 pour cent du nombre d'actions ordinaires qui étaient en circulation à cette date, ou exerçaient un contrôle ou une emprise sur de telles actions, directement ou indirectement.

Les investisseurs devraient être conscients du fait que certains des administrateurs et des dirigeants de Cenovus sont des administrateurs et des dirigeants d'autres sociétés ouvertes ou fermées. Certaines de ces sociétés ouvertes

ou fermées peuvent, de temps à autre, participer à des opérations commerciales ou entretenir des relations bancaires pouvant créer des situations de conflits d'intérêts. En cas de conflits d'intérêts, ceux-ci seront réglés en conformité avec les procédures et exigences des dispositions pertinentes de la LCSA, y compris le devoir de ces administrateurs ou dirigeants d'agir honnêtement et de bonne foi dans l'intérêt fondamental de Cenovus.

ORDONNANCES DE CESSATION DES OPÉRATIONS, FAILLITES, PÉNALITÉS OU SANCTIONS

À la connaissance de la société, aucun de ses administrateurs ou de ses membres de la haute direction actuels n'est, à la date de la présente notice annuelle, ni n'a été, au cours des 10 années précédant la date de la présente notice annuelle, un administrateur, un chef de la direction ou un chef des finances d'une société qui :

- a) a fait l'objet d'une ordonnance de cessation des opérations, d'une ordonnance similaire ou d'une ordonnance qui empêchait la société en question d'obtenir certaines dispenses aux termes de la législation en valeurs mobilières, qui est restée en vigueur pendant une période de plus de 30 jours consécutifs (chacune, une « ordonnance ») et qui a été rendue alors que cet administrateur ou ce membre de la haute direction agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances;
- b) a fait l'objet d'une ordonnance qui a été rendue après la fin du mandat de cet administrateur ou de ce membre de la haute direction à titre d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et qui découlait d'un événement s'étant produit pendant le mandat de cette personne à titre d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances.

À la connaissance de la société, aucun de ses administrateurs ou de ses membres de la haute direction :

- a) n'est, à la date de la présente notice annuelle, ni n'a été, au cours des 10 années précédant la date de la présente notice annuelle, un administrateur ou un membre de la haute

direction d'une société qui, alors que cette personne agissait à ce titre, ou dans l'année de la cessation de ses fonctions à ce titre, a fait faillite, a fait une proposition en vertu d'une loi relativement à la faillite ou à l'insolvabilité ou a fait l'objet de procédures, d'un arrangement ou d'un concordat avec des créanciers ou en a institué ou conclu ou s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic pour détenir ses actifs;

- b) n'a, au cours de la période de 10 ans précédant la date de la présente notice annuelle, fait faillite, fait une proposition en vertu des lois relativement à la faillite ou à l'insolvabilité ni n'a fait l'objet de procédures, d'un arrangement ou d'un concordat avec des créanciers ou n'en a institué ou conclu ou s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic pour détenir ses actifs.

À la connaissance de la société, aucun de ses administrateurs ou de ses membres de la haute direction n'a fait l'objet :

- a) de pénalités ou de sanctions imposées par un tribunal se rapportant à la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières ni n'a conclu un règlement amiable avec une autorité en valeurs mobilières;
- b) de toute autre pénalité ou sanction imposée par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision d'investissement.

COMITÉ D'AUDIT

Le texte du mandat du comité d'audit est joint à l'annexe C de la présente notice annuelle.

COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit se compose de cinq membres, qui sont tous indépendants et ont tous des connaissances financières conformément au *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (la Norme canadienne 52-110 ailleurs qu'au Québec). Le conseil a déterminé que les membres qui suivent du comité d'audit de Cenovus répondent à la définition d'« expert financier du comité d'audit » au sens attribué à « audit committee financial expert » dans la législation en valeurs mobilières des États-Unis : Claude Mongeau, Susan F. Dabarno, Jane E. Kinney et Wayne G. Thomson. La formation et l'expérience de chacun des membres du comité d'audit qui sont pertinentes à l'exécution des responsabilités des membres du comité d'audit figurent ci-après.

Claude Mongeau (président du comité d'audit)

M. Mongeau est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill et a reçu des doctorats honorifiques de la St. Mary's and Windsor University. Il est administrateur de La Banque Toronto-Dominion, institution financière internationale, et de Norfolk Southern Corporation, société ouverte de transport ferroviaire. Il a été administrateur de TELUS Corporation, société ouverte de télécommunications, de mai 2017 à août 2019. Il a été administrateur de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, société ouverte ferroviaire et de transport, d'octobre 2009 à juillet 2016, et président et chef de la direction de janvier 2010 à juin 2016. Pendant son mandat auprès de la

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, il a été vice-président directeur et chef des finances d'octobre 2000 à décembre 2009, et depuis le moment où il s'est joint à l'entreprise en 1994 il a occupé les postes de vice-président principal et chef des finances, de vice-président, Planification stratégique et financière et vice-président adjoint, Expansion de l'entreprise.

Susan F. Dabarno

M^{me} Dabarno est comptable agréée, Fellow de Comptables professionnels agréés de l'Ontario (FCPA) et titulaire d'un diplôme de catégorie II de l'Université McGill. Elle jouit d'une vaste expertise en matière de gestion de patrimoine et de finances tirée de ses nombreuses années d'expérience à édifier et à diriger certaines des plateformes de gestion de patrimoine les plus importantes au Canada. M^{me} Dabarno a été présidente du conseil membre de la direction de Richardson Partners Financial Limited (« Richardson »), société indépendante spécialisée dans les services de gestion de patrimoine, d'octobre 2009 à avril 2010, et présidente et chef de la direction de Richardson de juin 2003 à octobre 2009, période pendant laquelle elle était chargée de diriger la stratégie de croissance de la société. Avant de se joindre à Richardson, elle était présidente et chef de l'exploitation chez Merrill Lynch Canada Inc. et, auparavant, elle a occupé divers postes de plus en plus importants auprès de Canada Trust et ensuite de Midland Walwyn Inc., jusqu'à son acquisition par Merrill Lynch en 1999. À chacun de ces postes, M^{me} Dabarno a progressivement été responsable de la gestion de placements personnels, du capital d'investissement privé et des stratégies de placements alternatifs tout en se conformant à des exigences réglementaires et à des protocoles de gouvernance rigoureux appliqués à l'industrie.

Jane E. Kinney

M^{me} Kinney est comptable professionnelle agréée, Fellow de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario (FCPA) et est titulaire d'un diplôme en mathématiques de l'Université de Waterloo. Elle est une chef d'entreprise expérimentée comptant plus de 30 années d'expérience dans la prestation de services-conseils à des institutions financières mondiales et elle possède une vaste expérience dans la gestion des risques d'entreprise, la conformité réglementaire, la gestion des cyberrisques et des risques liés aux TI, la transformation numérique et les relations avec les investisseurs.

M^{me} Kinney est administratrice d'Intact Corporation financière, compagnie d'assurance ouverte. M^{me} Kinney a travaillé 25 ans chez Deloitte et est devenue associée de Deloitte en 1997. Elle a été nommée vice-présidente du conseil, membre de l'équipe de direction en juin 2010 et a occupé ce poste jusqu'à son départ à la retraite en juin 2019. Auparavant, elle a occupé divers postes auprès de Deloitte dont celui d'associée directrice canadienne du groupe Gestion des risques et de la qualité de mai 2010 à juin 2015, de chef de la gestion des risques à l'échelle mondiale de juin 2010 à mai 2012 et de directrice du groupe de pratique réglementaire et de gestion des risques de juin 1999 à mai 2010.

Harold N. Kvisle

M. Kvisle est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie de l'Université de l'Alberta, d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Calgary et d'un baccalauréat ès arts honorifique de l'Université Mount Royal.

M. Kvisle est administrateur et président du conseil d'ARC Resources Ltd., société pétrolière et gazière ouverte, et est administrateur et président du conseil de Finning International Inc., société ouverte d'équipement lourd. M. Kvisle a été président et chef de la direction de Talisman, société pétrolière et gazière ouverte, de septembre 2012 à mai 2015, et administrateur de Talisman de mai 2010 à mai 2015. De 2001 à 2010, M. Kvisle a été président et chef de la direction de TransCanada Corporation, désormais TC Énergie, société ouverte de pipeline et de production d'électricité. Avant de se joindre à TC Énergie en 1999, il était président de Fletcher Challenge Energy Canada Inc. Auparavant, il a occupé des postes en ingénierie, en finances et en gestion auprès de Dome Petroleum Limited. M. Kvisle travaille dans le secteur du pétrole et du gaz depuis 1975 et dans les secteurs des services publics et de l'électricité depuis 1999. Il a aussi été administrateur de Cona Resources Ltd., société ouverte de pétrole lourd, de novembre 2011 à mai 2018.

Wayne G. Thomson

M. Thomson est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie mécanique (Université du Manitoba) et il est ingénieur. Il est président du conseil d'Inventys Thermal Technologies Inc. (« Inventys »). Il a également été président du conseil et président d'Enviro Valve Inc., société fermée de fabrication de soupapes de surpression brevetées, depuis 2009. M. Thomson a été administrateur et président du conseil de Maha Energy Inc., société pétrolière et gazière suédoise ouverte, de novembre 2014 à mai 2019; et administrateur de TVI Pacific Inc., de mai 2011 à juin 2017, et a été président du conseil membre de la direction par intérim d'Inventys de mai 2016 à février 2017, ainsi que chef de la direction d'Iskander Energy Corp (« Iskander ») de novembre 2011 à août 2014 et administrateur d'Iskander de novembre 2011 à mars 2016.

Patrick D. Daniel, qui est membre d'office bénéficiant d'une invitation permanente du comité d'audit de Cenovus à titre de président du conseil, ne figure pas dans la liste qui précède.

POLITIQUES ET PROCÉDURES D'APPROBATION PRÉALABLE

Cenovus a adopté des politiques et des procédures en ce qui concerne l'approbation préalable des services d'audit et des services non liés à l'audit autorisés que doit fournir PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. Le comité d'audit a établi un budget en ce qui a trait à la prestation d'une liste déterminée de services d'audit et de services non liés à l'audit autorisés qui, à son avis, sont des services habituels, répétitifs ou qui seront vraisemblablement fournis par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., l'auditeur

de la société. Selon ce que décide le comité d'audit à son gré, le budget vise en général la période entre l'adoption du budget et la réunion suivante du comité d'audit. La liste des services autorisés comporte suffisamment de détails pour garantir i) que le comité d'audit sait exactement quels sont les services soumis à son approbation préalable et ii) qu'il n'est pas nécessaire pour un membre de la direction de décider si oui ou non un service proposé correspond aux services devant être approuvés au préalable.

Sous réserve du paragraphe suivant, le comité d'audit a délégué à son président (ou si le président n'est pas disponible, à un autre membre du comité d'audit) le pouvoir d'approuver au préalable la prestation par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. de services autorisés qui ne sont pas par ailleurs approuvés au préalable par le comité d'audit, y compris les honoraires et les modalités des services proposés (le « pouvoir délégué »). Toute décision requise en l'absence du président devra être prise de bonne foi par les autres membres du comité d'audit après avoir évalué tous les faits et toutes les circonstances qu'ils

jugent pertinents. Toutes les approbations préalables aux termes du pouvoir délégué doivent être communiquées par les membres qui ont donné leur approbation préalable au comité d'audit plénier à sa prochaine réunion.

Les honoraires payables à l'égard de services particuliers devant être fournis par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. qui ont été approuvés au préalable aux termes du pouvoir délégué : i) ne peuvent être supérieurs à 200 000 \$ dans le cas des autorisations préalables du président du comité d'audit et ii) ne peuvent être supérieurs à 50 000 \$ dans le cas des autorisations préalables de tout autre membre du comité d'audit.

Tous les services proposés ou les honoraires payables pour ces services qui n'ont pas déjà été approuvés au préalable devront l'être soit par le comité d'audit soit aux termes du pouvoir délégué. Les services interdits ne peuvent être approuvés au préalable par le comité d'audit ni aux termes du pouvoir délégué.

HONORAIRES EN CONTREPARTIE DES SERVICES DE L'AUDITEUR EXTERNE

Le tableau qui suit fournit des renseignements sur les honoraires facturés à Cenovus en contrepartie des services professionnels fournis par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. pendant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 :

(en milliers de dollars)	2019	2018
Honoraires d'audit ¹⁾	2 938	2 885
Honoraires pour services liés à l'audit ²⁾	226	344
Honoraires pour services fiscaux ³⁾	2	3
Tous les autres honoraires ⁴⁾	284	21
Total	3 450	3 253

- 1) Les honoraires d'audit comprennent le total des honoraires facturés pour l'audit des états financiers annuels de la société ou les services qui sont normalement fournis à l'occasion de dépôts ou de missions prévus par la loi et la réglementation.
- 2) Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent le total des honoraires facturés pour les services de certification et les services connexes qui sont raisonnablement liés à l'exécution de l'audit ou de l'examen des états financiers de la société et qui ne sont pas compris dans les honoraires d'audit. Ces services comprennent les services reliés à l'audit dans le cadre des prospectus de Cenovus, les élaborations de systèmes, les essais de contrôle et les frais de participation exigés par le Conseil canadien sur la reddition de comptes. Les honoraires afférents à l'acquisition ou au dessaisissement d'actifs sont également inclus dans les honoraires pour services liés à l'audit.
- 3) Les honoraires pour services fiscaux comprennent le total des honoraires facturés pour les services rendus en matière de conformité fiscale et de conseils fiscaux.
- 4) Tous les autres honoraires comprennent les honoraires facturés pour l'examen du dépôt de documents lié à la Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif ainsi que les services-conseils entourant la planification des ressources de l'entreprise et les procédés d'innovation de la société.

POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

Pendant l'exercice clos le 31 décembre 2019, il n'y a eu aucune poursuite judiciaire à laquelle Cenovus est ou était partie ou qui met ou mettait en cause ses biens, qui constitue ou constituait une réclamation pour des dommages-intérêts d'un montant, déduction faite des intérêts et des frais, qui correspondait à plus de 10 pour cent de l'actif actuel de Cenovus et, à sa connaissance, aucune poursuite de telle nature n'est envisagée.

Pendant l'exercice clos le 31 décembre 2019, Cenovus ne s'est vu imposer aucune peine ou sanction par un tribunal se rapportant à la législation sur les valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni aucune autre peine ou sanction imposée par un tribunal ou un autre organisme de réglementation qu'un investisseur raisonnable estimerait probablement importante pour prendre sa décision en matière de placement, et la société n'a conclu aucun règlement amiable devant un tribunal se rapportant à la législation sur les valeurs mobilières ou auprès d'une autorité en valeurs mobilières.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Aucun des administrateurs ou des membres de la haute direction de la société ni aucune personne physique ou morale qui est propriétaire véritable, direct ou indirect, de plus de 10 pour cent d'une catégorie ou d'une série de titres comportant droit de vote de Cenovus en circulation ou qui exerce, directement ou indirectement, un contrôle ou une emprise sur ceux-ci, et à la connaissance de la société aucune telle personne ou société n'existe, ni aucune personne ayant un lien avec l'un d'eux ou étant membre du groupe des personnes précédentes, dans chaque cas, à la date de la présente notice annuelle, n'a ni n'a eu d'intérêt important, directement ou indirectement, dans une opération conclue au cours des trois derniers exercices clos ou une opération projetée, qui a eu ou qui devrait raisonnablement avoir une incidence importante sur Cenovus.

AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES

Au Canada :

Services aux investisseurs Computershare Inc.
8th Floor, 100 University Avenue
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Aux États-Unis :

Computershare Trust Company NA
250 Royall St.
Canton (Massachusetts) 02021
U.S.

Tél. : 1 866 332-8898

Site Web : www.investorcentre.com/cenovus

CONTRATS IMPORTANTS

À l'exception de ce qui est énoncé ci-dessous, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, Cenovus n'a conclu aucun contrat important pour son entreprise, et il n'y a pas de tel contrat en vigueur, sauf les contrats conclus dans le cours normal de ses activités.

Le 29 mars 2017, Cenovus a conclu une convention d'achat et de vente (la « convention d'acquisition ») avec ConocoPhillips en vue d'acquérir : i) la participation de 50 pour cent de ConocoPhillips (la « participation dans FCCL ») (soit la participation restante de 50 pour cent dont Cenovus n'était pas déjà propriétaire) dans FCCL Partnership, le propriétaire des projets de sables bitumineux de Foster Creek, Christina Lake et Narrows Lake dans le nord-est de l'Alberta (les « actifs de FCCL »), et ii) la majorité des actifs d'hydrocarbures classiques dans l'Ouest canadien de ConocoPhillips, y compris les actifs de prospection et de production de ConocoPhillips et les infrastructures et conventions connexes dans les zones en exploitation d'Elmworth-Wapiti, de Kaybob-Edson et de Clearwater et d'autres zones en exploitation, de même que la totalité de la participation de ConocoPhillips dans des droits pétroliers et gaziers et dans des concessions de sables bitumineux dans une certaine zone d'intérêt commun au nord-ouest de Foster Creek (les « actifs du Deep Basin »). La participation dans FCCL et les actifs du Deep Basin ont été acquis par Cenovus pour une contrepartie totale de 17,6 milliards de dollars, composée de 15,0 milliards de dollars en espèces et de 208 millions d'actions ordinaires. Cenovus a convenu de verser des paiements trimestriels à ConocoPhillips durant les cinq années suivant la date de clôture de l'acquisition pour les trimestres durant lesquels le prix moyen du pétrole brut du WCS dépasse 52 \$ le baril durant le trimestre en question. Le paiement trimestriel s'établira à 6 millions de dollars pour chaque dollar du prix du WCS dépassant 52 \$ le baril. Il n'y a aucune modalité concernant un paiement maximal. Le calcul comporte un mécanisme d'ajustement tenant compte de certaines interruptions de production importantes à Foster Creek et à Christina Lake, qui pourra réduire le montant d'un paiement conditionnel.

À la date de clôture de l'acquisition, Cenovus et ConocoPhillips ont conclu une convention de droits d'inscription (la « convention de droits d'inscription ») et une convention avec les investisseurs (la « convention avec les investisseurs »), laquelle a notamment empêché ConocoPhillips de vendre ou d'utiliser aux fins de couverture ses actions ordinaires jusqu'au 17 novembre 2017. En outre, la convention de droits d'inscription confère à ConocoPhillips certains droits visant à faciliter la vente de ses actions ordinaires, dont le droit d'exiger que Cenovus procède au placement des actions ordinaires détenues par ConocoPhillips et le droit d'exiger que Cenovus inclue les actions ordinaires détenues par ConocoPhillips dans tout placement d'actions ordinaires que Cenovus entreprendra. La convention avec les investisseurs établit certaines restrictions à l'égard de ConocoPhillips, notamment le fait de ne pas pouvoir proposer de nouveaux membres au conseil de Cenovus et de devoir exercer les droits de vote rattachés à ses actions ordinaires selon les recommandations de la direction ou s'abstenir de voter. La convention de droits d'inscription et la convention avec les investisseurs seront résiliées lorsque ConocoPhillips détiendra au plus 3,5 pour cent des actions ordinaires alors en circulation.

Une copie de la convention d'acquisition, comprenant la convention de paiement conditionnel, la convention de droits d'inscription et la convention avec les investisseurs, sous forme caviardée, a été déposée dans SEDAR le 5 avril 2017, et une copie des modifications apportées à la convention d'acquisition y a été déposée le 17 mai 2017, lesquelles peuvent être consultées sous le profil de Cenovus dans SEDAR, au sedar.com.

Des renseignements concernant la convention relative à l'arrangement et la convention de scission (deux contrats importants déposés antérieurement toujours en vigueur) figurent à la rubrique « Gestion des risques et facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2019 de la société, cette rubrique étant intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

EXPERTS INTÉRESSÉS

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, sont les auditeurs indépendants de la société et ce cabinet a remis un rapport de l'auditeur indépendant daté du 11 février 2020 à l'égard des états financiers consolidés de Cenovus, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 ainsi que les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie des exercices clos les 31 décembre 2019, 2018 et 2017, ainsi que sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Cenovus au 31 décembre 2019. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. ont fait savoir qu'ils sont

indépendants de Cenovus au sens des règles de conduite professionnelles des comptables professionnels agréés de l'Alberta et des règles de la SEC.

Les données ayant trait aux réserves figurant dans la présente notice annuelle ont été calculées par McDaniel et GLJ à titre d'évaluateurs de réserves qualifiés indépendants. Les partenaires, employés ou consultants de McDaniel et de GLJ, dans chaque cas, en tant que groupe, sont les propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de un pour cent de toutes les catégories de titres en circulation de la société.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires concernant Cenovus sur SEDAR à l'adresse sedar.com et sur EDGAR à l'adresse sec.gov. La circulaire de sollicitation de procurations par la direction de la société pour la dernière assemblée annuelle des actionnaires contient des renseignements supplémentaires, comme la rémunération et la dette des administrateurs et des membres de la direction, les principaux porteurs des titres de Cenovus et les titres pouvant être émis dans le cadre de ses plans de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres.

Des informations financières additionnelles figurent dans les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 de Cenovus.

En tant que société canadienne inscrite à la NYSE, Cenovus n'est généralement pas tenue de respecter la plupart des normes de gouvernance d'entreprise de la NYSE et peut plutôt respecter les normes de gouvernance d'entreprise canadiennes. Toutefois, la société est tenue de communiquer les différences importantes entre ses pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et les exigences applicables aux sociétés américaines inscrites à la NYSE. À l'exception de ce qui est résumé sur le site Web de Cenovus, cenovus.com, elle respecte les normes de gouvernance de la NYSE à tous les égards importants.

QUESTIONS COMPTABLES

À moins d'indication contraire, tous les montants en dollars sont présentés en dollars canadiens et par « dollars », « \$ CA » ou « \$ », on entend des dollars canadiens et par « \$ US », des dollars américains. À moins d'indication contraire, l'information donnée dans la présente notice annuelle est en date du 31 décembre 2019. Les nombres présentés sont arrondis au nombre entier le plus près, et les totaux présentés dans les tableaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement.

À moins d'indication contraire, tous les renseignements financiers inclus dans la présente notice annuelle sont présentés selon les Normes internationales d'information financière qui sont également les principes comptables généralement reconnus s'appliquant aux entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public.

ABRÉVIATIONS ET CONVERSIONS

Pétrole brut et liquides de gaz naturel		Gaz naturel	
b	baril	AECO	Alberta Energy Company
b/j	baril par jour	Gpi ³	milliard de pieds cubes
kb/j	millier de barils par jour	kpi ³	millier de pieds cubes
Mb	million de barils	Mpi ³	million de pieds cubes
LGN	liquides de gaz naturel	Mpi ³ /j	million de pieds cubes par jour
bep	baril d'équivalent pétrole	MBTU	million de BTU
bep/j	barils d'équivalent pétrole par jour		
Mbep	million de barils d'équivalent pétrole		
WTI	West Texas Intermediate		
WCS	Western Canadian Select		

Dans la présente notice annuelle, certains volumes de gaz naturel ont été convertis en bep à raison de 6 kpi³ pour 1 b. Les mesures établies en bep peuvent être trompeuses, particulièrement si on les utilise de façon isolée. Le taux de conversion de 6 kpi³ pour 1 b se fonde sur une méthode de conversion d'équivalence énergétique principalement applicable au bec du brûleur et ne représente pas l'équivalence de la valeur à la tête du puits.

ANNEXE A

RAPPORT SUR LES DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES DES ÉVALUATEURS DE RÉSERVES QUALIFIÉS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration de Cenovus Energy Inc. (la « société ») :

1. Nous avons évalué les données relatives aux réserves de la société en date du 31 décembre 2019. Les données relatives aux réserves constituent des estimations des réserves prouvées et des réserves probables ainsi que des produits des activités ordinaires nets futurs correspondants en date du 31 décembre 2019, estimés au moyen des prix et des coûts prévisionnels.
2. La responsabilité des données relatives aux réserves incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les données relatives aux réserves en nous fondant sur notre évaluation.
3. Nous avons effectué notre évaluation conformément aux normes exposées dans le manuel COGE (*Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook*), dans sa version modifiée à l'occasion, tenu par la Society of Petroleum Evaluation Engineers (Calgary Chapter).
4. Ces normes exigent que l'évaluation soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les données relatives aux réserves sont exemptes d'inexactitudes importantes. L'évaluation comprend également l'appréciation de la conformité des données relatives aux réserves avec les principes et les définitions exposés dans le manuel COGE.
5. Le tableau suivant présente la valeur actualisée nette des produits des activités ordinaires nets futurs (avant impôt) attribués aux réserves prouvées et probables, estimés au moyen de prix et de coûts prévisionnels et actualisés au moyen d'un taux de 10 pour cent, qui sont compris dans les données relatives aux réserves évaluées pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et indique les portions respectives que nous avons évaluées et sur lesquelles nous avons fait rapport au conseil d'administration de la société :

Évaluateur de réserves qualifié indépendant	Date d'établissement du rapport d'évaluation	Emplacement des réserves	Établissement de la valeur actualisée nette des produits des activités ordinaires nets futurs (avant impôt, taux d'actualisation de 10 %) en millions de dollars
McDaniel & Associates Consultants Ltd.	31 décembre 2019	Canada	50 710 \$
GLJ Petroleum Consultants Ltd.	31 décembre 2019	Canada	2 127 \$
			<hr/> <hr/> 52 837 \$

6. À notre avis, les données relatives aux réserves que nous avons respectivement évaluées ont été établies, à tous les égards importants, conformément au manuel COGE, appliqué de façon uniforme, et sont conformes à celui-ci.
7. Nous n'avons pas la responsabilité de mettre à jour nos rapports dont il est question au paragraphe 5 pour tenir compte de faits et de circonstances postérieurs à leur date d'établissement.
8. Les données relatives aux réserves étant fondées sur des jugements concernant des événements futurs, les résultats réels différeront de ceux qui sont présentés et les écarts peuvent être importants.

Nous apposons notre signature au rapport ci-dessus :

/s/ Brian R. Hamm

Brian R. Hamm, ing.
Président et chef de la direction
McDaniel & Associates Consultants Ltd.
Calgary (Alberta) Canada

/s/ Jodi L. Anhorn

Jodi L. Anhorn, ing.
Président et chef de la direction
GLJ Petroleum Consultants Ltd.
Calgary (Alberta) Canada

Le 11 février 2020

ANNEXE B

RAPPORT DE LA DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES ET AUTRE INFORMATION

La direction de Cenovus Energy Inc. (la « société ») a la responsabilité d'établir et de fournir l'information concernant les activités pétrolières et gazières de la société conformément à la réglementation en valeurs mobilières. Cette information inclut les données relatives aux réserves.

Des évaluateurs de réserves qualifiés indépendants ont évalué les données relatives aux réserves de la société. Le rapport de ces évaluateurs de réserves qualifiés indépendants sera déposé auprès des autorités en valeurs mobilières en même temps que le présent rapport.

Le comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves du conseil d'administration de la société :

- a) a examiné les procédures suivies par la société pour fournir l'information aux évaluateurs de réserves qualifiés indépendants;
- b) a rencontré les évaluateurs de réserves qualifiés indépendants dans le but de déterminer si on leur a imposé des restrictions limitant leur capacité de fournir un rapport sans restriction;
- c) a examiné les données relatives aux réserves avec la direction et chacun des évaluateurs de réserves qualifiés indépendants.

Le conseil d'administration de la société a examiné les procédures suivies par la société pour rassembler et présenter toute autre information concernant ses activités pétrolières et gazières et a examiné cette information avec la direction. Le conseil d'administration, sur la recommandation du comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves, a approuvé :

- a) le contenu du rapport sur les données relatives aux réserves et autre information concernant le pétrole et le gaz, et le dépôt de celui-ci auprès des autorités en valeurs mobilières;
- b) le dépôt du rapport sur les données relatives aux réserves des évaluateurs de réserves qualifiés indépendants;
- c) le contenu du présent rapport et son dépôt.

Les données relatives aux réserves étant fondées sur des jugements concernant des événements futurs, les résultats réels différeront de ceux qui sont présentés, et les écarts peuvent être importants.

/s/ Alexander J. Pourbaix

/s/ Jonathan M. McKenzie

Alexander J. Pourbaix
Président et chef de la direction

Jonathan M. McKenzie
Vice-président directeur et chef des finances

/s/ Patrick D. Daniel

/s/ Wayne G. Thomson

Patrick D. Daniel
Administrateur et président du conseil

Wayne G. Thomson
Administrateur et président du comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves

Le 11 février 2020

ANNEXE C

MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT

OBJECTIF

Le comité d'audit (le « comité »), un comité du conseil d'administration (le « conseil ») de Cenovus Energy Inc. (« Cenovus » ou la « société ») est constitué pour aider le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision.

Les tâches et les responsabilités principales du comité s'établissent comme suit :

- Superviser et contrôler l'efficacité et l'intégrité des processus comptables et de communication de l'information financière de la société, des états financiers et du système de contrôles internes qui se rapportent à la conformité de la comptabilité et de la communication de l'information financière.
- Superviser les audits des états financiers de la société.
- Examiner et évaluer le cadre de gestion des risques de la société et les procédés connexes, dont les lignes directrices et les documents de pratique complémentaires.
- Examiner et approuver la définition, par la direction, des principaux risques financiers et surveiller le processus de gestion de ces risques.
- Superviser et surveiller la conformité de la société avec les exigences juridiques et réglementaires.
- Superviser et contrôler les compétences, l'indépendance et le rendement des auditeurs externes et du groupe d'audit interne de la société.
- Mettre en place une voie de communication entre les auditeurs externes, la direction, le groupe d'audit interne et le conseil.
- Faire des rapports périodiques au conseil.

Le comité a l'autorité de procéder à tout examen ou à toute enquête convenable pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités. Le comité a accès sans restriction aux membres du personnel et à l'information ainsi qu'à toutes les ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de sa responsabilité. À cet égard, le comité peut imposer au personnel d'audit interne des champs d'examen particuliers.

CONSTITUTION, COMPOSITION ET DÉFINITIONS

1. Rapport hiérarchique

Le comité doit rendre compte au conseil.

2. Composition

Le comité se compose d'au moins trois et d'au plus huit administrateurs, selon la décision du conseil, qui sont tous des administrateurs indépendants aux termes du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (dans sa version mise en application par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») et modifiée à l'occasion) (le « Règlement 52-110 »).

Tous les membres du comité ont des compétences financières, au sens du Règlement 52-110, et au moins un membre doit être un expert en comptabilité ou avoir une expertise de gestion financière connexe. Plus particulièrement, au moins un membre doit par i) sa formation et son expérience à titre de chef des finances, de chef de la comptabilité, de contrôleur, d'expert-comptable ou d'auditeur ou de son expérience acquise dans un ou plusieurs postes qui comportent l'exécution de fonctions analogues; ii) son expérience active de la supervision d'un chef des finances, d'un chef de la comptabilité, d'un contrôleur, d'un expert-comptable, d'un auditeur ou de personnes exécutant des fonctions analogues; iii) son expérience de la supervision ou de l'évaluation du rendement de sociétés ou d'experts-comptables en ce qui a trait à l'établissement, à l'audit ou à l'évaluation d'états financiers; ou iv) une autre expérience pertinente, avoir une ou plusieurs des compétences suivantes :

- la compréhension des principes comptables et des états financiers;
- la capacité d'évaluer de manière générale l'application de ces principes à la comptabilisation des estimations, des produits à recevoir, des charges à payer et des réserves;

- l'établissement, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la société, ou une expérience de supervision active de personnes physiques exerçant ces activités;
- la compréhension des contrôles internes et des procédures de communication de l'information financière;
- la compréhension des fonctions d'un comité d'audit.

Les membres du comité ne peuvent, autrement qu'en leurs capacités respectives de membres du comité, du conseil ou de tout autre comité du conseil, accepter directement ou indirectement des honoraires de consultation, de conseils ou une autre rémunération de la société ou d'une filiale de la société ni être un « membre du groupe » (au sens de *affiliated person* définie dans la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, dans sa version modifiée (la « Loi de 1934 »), et dans les règles, le cas échéant, adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis (« SEC ») en vertu de cette loi) de la société ou d'une filiale de la société. Il est entendu que les jetons de présence et les montants fixes de prestation aux termes d'un régime de retraite (y compris les prestations reportées) en contrepartie d'années de service antérieures auprès de la société qui ne dépendent pas d'années de service continu devraient être la seule rémunération que le membre du comité d'audit reçoit de la société.

Au moins un membre doit avoir de l'expérience dans le secteur pétrolier et gazier.

Les membres du comité ne peuvent simultanément siéger au comité d'audit de plus de deux autres sociétés ouvertes, à moins que le conseil n'établisse au préalable que ces services simultanés n'entraveront pas la capacité des membres pertinents à siéger de façon efficace au comité et qu'ils ne communiquent de la façon prescrite cette information au public.

Le président du conseil non membre de la direction est un membre sans droit de vote du comité. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Quorum ».

3. Nomination des membres du comité

Les membres du comité sont nommés à une réunion du conseil qui a lieu après l'élection des administrateurs à l'assemblée annuelle des actionnaires; toutefois, tout membre peut être destitué ou remplacé en tout temps par le conseil et, quoi qu'il en soit, cesse d'être membre du comité dès qu'il cesse d'être membre du conseil.

4. Vacances

Si un poste est, à un moment quelconque, à pourvoir parmi les membres du comité, il peut être comblé par le conseil.

5. Président

Le comité des candidatures et de gouvernance recommande au conseil en vue de son approbation un administrateur indépendant qui agira à titre de président du comité. Le conseil nomme le président du comité.

S'il n'est pas disponible ni en mesure d'assister à une réunion du comité, le président du comité demande à un autre membre de présider la réunion, sinon, un des autres membres du comité présent à la réunion est choisi pour présider la réunion par la majorité des membres du comité présents.

Le président du comité qui préside toute réunion du comité n'a pas de voix prépondérante.

Les dispositions concernant le président dans la présente section devraient être lues conjointement avec la section relative au président de comité dans les Lignes directrices générales relatives au président du conseil d'administration et aux présidents des comités du conseil.

6. Secrétaire

Le comité désigne un secrétaire qui n'est pas tenu d'être membre du comité. Le secrétaire rédige le procès-verbal des réunions du comité.

7. Réunions

Le comité tient des réunions au moins tous les trimestres. Le président du comité peut convoquer des réunions supplémentaires au besoin. En outre, le président du conseil non membre de la direction, le chef de la direction ou un membre du comité ou les auditeurs externes peuvent convoquer une réunion.

Les réunions du comité peuvent, de l'accord du président du comité, être tenues en présence des membres, par vidéoconférence, par téléphone ou une combinaison des moyens qui précèdent.

Les membres du comité se réunissent en l'absence de la direction régulièrement dans le but de faciliter des échanges honnêtes et ouverts additionnels entre administrateurs indépendants.

8. Avis de convocation à une réunion

L'avis de l'heure et de l'endroit de chaque réunion du comité peut être donné verbalement ou par écrit, par télécopieur ou un moyen de communication électronique à chaque membre du comité au moins 24 heures avant l'heure fixée pour la réunion en question. L'avis de convocation de chaque réunion est également remis aux auditeurs externes de la société.

Un membre et les auditeurs externes peuvent, d'une façon quelconque, renoncer à l'avis de convocation à la réunion du comité. Le fait pour un membre d'assister à une réunion constitue une renonciation à l'avis de convocation à la réunion, sauf s'il assiste à une réunion précisément pour s'opposer aux délibérations sur une question pour le motif que la réunion n'a pas été légitimement convoquée.

9. Quorum

La majorité des membres du comité présents à la réunion, ou y participant par vidéoconférence, par téléphone ou par une combinaison de ces moyens, constitue le quorum. En outre, si la présence d'un membre d'office sans droit de vote est requise pour réunir le quorum du comité, ledit membre est alors autorisé à voter à la réunion.

10. Présence aux réunions

On s'attend à ce que le chef de la direction, le chef des finances, le contrôleur et le chef de l'audit interne soient disponibles en vue d'assister aux réunions du comité ou une à partie de celles-ci.

Le comité peut, sur invitation précise, voir à ce que d'autres personnes-ressources assistent à la réunion.

Le comité a le droit d'établir qui doit et qui ne doit pas être présent en tout temps à une réunion du comité.

Les administrateurs qui ne sont pas membres du comité peuvent assister aux réunions du comité de façon ponctuelle après avoir au préalable consulté le président du comité ou une majorité des membres du comité et avoir obtenu l'approbation de ces personnes.

11. Procès-verbaux

Le procès-verbal de chaque réunion du comité doit être bref, mais doit décrire de façon exhaustive les questions de fonds abordées par le comité. Toutefois, il devrait nettement souligner les points de responsabilité à l'ordre du jour de la réunion du comité passés en revue par le comité et ceux qui restent en suspens.

Les procès-verbaux des réunions du comité sont transmis à tous les membres du comité et aux auditeurs externes. Le conseil d'administration plénier est tenu au courant des activités du comité au moyen d'un rapport après chaque réunion du comité.

RESPONSABILITÉS

Pour remplir son mandat, le comité est tenu d'effectuer ce qui suit :

12. Procédures d'examen

- a) Examiner et actualiser le mandat du comité tous les ans, ou plus souvent, si le comité le juge souhaitable. Examiner le résumé de la composition du comité et de ses responsabilités dans le rapport annuel, la notice annuelle ou d'autres documents d'information publics de la société.

- b) Examiner le résumé de toutes les approbations par le comité à l'égard de la prestation de services d'audit, de services liés à l'audit, de services en fiscalité et autres services par les auditeurs externes, résumé qui sera inclus dans le rapport annuel et la notice annuelle de la société déposés auprès des ACVM et de la SEC.

13. États financiers annuels

- a) Examiner les états financiers annuels audités et les documents connexes avant leur dépôt ou leur diffusion et en discuter avec la direction et les auditeurs externes de la société et de toute filiale dont les titres sont placés dans le public. L'examen doit comprendre ce qui suit :
 - i) Les états financiers annuels et les notes y afférentes, y compris les questions d'importance concernant les principes et les pratiques comptables et les estimations et les jugements importants de la direction, notamment les changements importants dans le choix ou l'application des principes comptables de la société, les questions importantes quant au caractère adéquat des contrôles internes de la société et toutes les mesures adoptées en raison de lacunes importantes des contrôles.
 - ii) Le rapport de gestion.
 - iii) L'utilisation du financement sans effet sur le bilan, y compris l'évaluation par la direction des risques et de la pertinence de l'information.
 - iv) L'examen des travaux d'audit des états financiers par les auditeurs externes et leur rapport connexe.
 - v) Les modifications importantes requises dans le plan d'audit des auditeurs externes.
 - vi) Les difficultés ou différends importants avec la direction survenus au cours de l'audit, y compris des restrictions quant à la portée du travail des auditeurs externes ou à leur accès aux renseignements requis.
 - vii) Les autres questions concernant la tenue de l'audit qui doivent être communiquées au comité aux termes des normes d'audit généralement reconnues.
- b) Examiner les éléments suivants et les recommander formellement au conseil d'administration pour qu'il les approuve :
 - i) Les états financiers audités de la fin d'exercice. L'examen doit comprendre des discussions avec la direction et les auditeurs externes quant à ce qui suit :
 - i. Les méthodes comptables de la société et leurs modifications.
 - ii. L'incidence des jugements, des produits à recevoir et des charges à payer et des estimations importants.
 - iii. Le mode de présentation des principaux postes comptables.
 - iv. La cohérence de la communication de l'information.
 - ii) Le rapport de gestion.
 - iii) L'information financière de la notice annuelle.
 - iv) L'information financière de tous les prospectus et de toutes les circulaires d'information.

L'examen doit comprendre un rapport des auditeurs externes concernant la qualité des principes comptables d'importance critique dont dépend la situation financière de la société et qui comporte les décisions rationnelles ou les évaluations les plus complexes, subjectives ou importantes.

14. États financiers trimestriels

- a) Examiner avec la direction et les auditeurs externes les éléments suivants et les approuver (l'approbation doit comprendre l'autorisation de leur communication au public) ou les recommander formellement au conseil de la société pour qu'il les approuve :
 - i) Les états financiers non audités trimestriels et les documents connexes, y compris le rapport de gestion.
 - ii) Les modifications importantes des principes comptables de la société.
- b) Examiner, avant leur diffusion, les états financiers non audités trimestriels de toute filiale de la société dont les titres sont émis dans le public.

15. Autres dépôts financiers et documents publics

Examiner avec la direction l'information financière, et en discuter, y compris les communiqués portant sur les bénéfices, l'utilisation des expressions « pro forma » ou les renseignements financiers non conformes aux PCGR ou les indications concernant les bénéfices qui figurent dans des documents déposés auprès des ACVM et de la SEC ou dans les communiqués de presse qui s'y rapportent et analyser si l'information est conforme à celle qui figure dans les états financiers de la société ou d'une filiale dont les titres sont émis dans le public.

16. Cadre des contrôles internes

- a) Recevoir et examiner un rapport annuel portant sur le cadre des contrôles de la société pour autant qu'ils concernent le processus de communication de l'information financière et les contrôles de la société émanant de la direction, des auditeurs externes et des auditeurs internes.
- b) Examiner les risques financiers importants et évaluer les mesures prises par la direction en vue de surveiller, de contrôler, d'atténuer et de présenter ces risques de la société, et en discuter.
- c) Examiner, conjointement avec les auditeurs internes et les auditeurs externes, le degré de coordination des plans d'audit des auditeurs internes et des auditeurs externes et se renseigner pour établir jusqu'à quel point la portée prévue peut être efficace pour détecter les faiblesses des contrôles internes, la fraude ou d'autres actes illégaux. Le comité évaluera la coordination des travaux d'audit afin de garantir l'exhaustivité de ceux-ci et l'utilisation efficace des ressources d'audit. Toute recommandation importante des auditeurs en vue de raffermir les contrôles internes doit faire l'objet d'un examen et de discussions avec la direction.
- d) Examiner avec le chef de la direction, le chef des finances de la société et les auditeurs externes :
 - i) l'ensemble des déficiences et lacunes importantes dans la conception ou le fonctionnement des contrôles et des procédures internes de la société à l'égard de la communication de l'information financière qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité de la société à consigner, traiter, résumer et déclarer l'information financière qui doit être communiquée par la société dans les rapports qu'elle dépose ou présente en vertu de la Loi de 1934 ou les lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens dans les délais requis et ii) les fraudes, qu'elles soient importantes ou non, qui impliquent les membres de la direction de la société ou d'autres employés qui ont un rôle important à jouer dans le cadre des contrôles et des procédures internes de communication de l'information financière de la société.
- e) Examiner les conclusions significatives rédigées par les auditeurs externes et le service d'audit interne, ainsi que les réactions des membres de la direction.

17. Supervision du risque

Examiner le cadre de gestion des risques de la société et les processus connexes, y compris les lignes directrices et documents de pratique complémentaires, ainsi que les évaluer.

18. Autres éléments à examiner

- a) Examiner la procédure d'attestation des états financiers intermédiaires et annuels par le chef de la direction et le chef des finances ainsi que les attestations faites par le chef de la direction et le chef des finances.
- b) Examiner les politiques et les procédures relatives aux comptes de frais et aux avantages accessoires des dirigeants et des administrateurs, y compris leur utilisation des actifs de l'entreprise, et analyser les résultats d'un examen dans ces domaines par l'auditeur interne ou les auditeurs externes.
- c) Examiner toutes les opérations entre parties apparentées entre la société et les membres de la haute direction ou les administrateurs, y compris les affiliations des membres de la haute direction ou des administrateurs.
- d) Examiner, avec le chef du contentieux, le chef de l'audit interne et les auditeurs externes, les résultats de leur examen portant sur la surveillance par la société de la conformité avec chaque code d'éthique commercial publié de la société et les exigences juridiques applicables.
- e) Examiner les questions juridiques et réglementaires, y compris la correspondance échangée avec les organismes gouvernementaux et les rapports reçus de ceux-ci, qui peuvent avoir une incidence

importante sur les états financiers intermédiaires ou annuels et les politiques de conformité d'entreprise et programmes connexes. Les membres des groupes juridique et de fiscalité devraient assister à la réunion afin de remettre leurs rapports respectifs.

- f) Examiner les politiques et les pratiques en ce qui a trait aux opérations hors bilan et aux activités de négociation et de couverture et analyser les résultats d'un examen dans ces domaines effectué par les auditeurs internes ou les auditeurs externes.
- g) S'assurer que la présentation de la société des réserves d'hydrocarbure prouvées nettes a été examinée par le comité de la sécurité, de l'environnement, de la responsabilité et des réserves du conseil.
- h) Examiner les procédures de la direction mises en place pour empêcher et détecter les fraudes.
- i) Examiner :
 - i) les procédures pour la réception, la conservation et le traitement des plaintes que la société reçoit, y compris les observations confidentielles faites sous le couvert de l'anonymat par des employés de la société, qui portent sur la comptabilité, les contrôles comptables internes ou les questions d'audit;
 - ii) un résumé des enquêtes importantes menées à l'égard de ces questions.
- j) Tenir des réunions périodiques distinctes avec la direction.

19. Auditeurs externes

- a) Être directement responsable, à titre de comité du conseil et sous réserve des droits des actionnaires et du droit applicable, de la nomination, de la rémunération, du mandat et de la supervision du travail des auditeurs externes (y compris le règlement des désaccords entre la direction et les auditeurs externes en ce qui a trait à la communication de l'information financière) aux fins d'établir ou de remettre un rapport d'audit ou d'exécuter d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation pour le compte de la société. Les auditeurs externes font rapport directement au comité.
- b) Tenir des réunions périodiques avec les auditeurs externes (en l'absence de la direction) et s'assurer de la disponibilité des auditeurs externes pour assister aux réunions du comité ou à des parties de celles-ci à la demande du président du comité ou de la majorité des membres du comité.
- c) Examiner au moins une fois par trimestre un rapport des auditeurs externes portant sur les éléments suivants et en discuter :
 - i) L'ensemble des méthodes et des pratiques comptables d'importance critique devant être utilisées.
 - ii) Tous les traitements de remplacement permis aux termes des principes comptables en ce qui concerne les méthodes et les pratiques touchant les points importants qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, y compris les ramifications de l'utilisation de ces autres communications et traitements et le traitement qu'ont privilégié les auditeurs externes.
 - iii) Les autres communications écrites importantes échangées entre les auditeurs externes et la direction, comme une lettre de recommandations ou une liste des écarts non ajustés.
- d) Obtenir et examiner, au moins une fois l'an, un rapport des auditeurs externes portant sur les éléments suivants :
 - i) Les procédures de contrôle de la qualité interne des auditeurs externes.
 - ii) Les questions importantes soulevées par le dernier examen du contrôle de la qualité interne ou de contrôle des auditeurs externes par des homologues ou par toute enquête gouvernementale ou d'autorités professionnelles au cours des cinq exercices précédents

relativement à un ou à plusieurs audits indépendants exécutés par les auditeurs externes et les mesures prises pour régler ces questions.

- iii) Dans la mesure envisagée par le paragraphe précédent, toutes les relations entre les auditeurs externes et la société.
- e) Au moins une fois l'an, examiner avec les auditeurs externes l'ensemble des relations que ces derniers et les membres de leur groupe ont avec la société et les membres de son groupe et en discuter avec eux afin d'établir l'indépendance des auditeurs externes, y compris i) recevoir et examiner, dans le cadre du rapport décrit au paragraphe précédent, un exposé officiel écrit provenant des auditeurs externes délimitant toutes les relations qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur l'indépendance des auditeurs externes envers la société et les membres de son groupe, ii) discuter avec les auditeurs externes de toutes relations ou services révélés qui, de l'avis des auditeurs externes, pourraient avoir une incidence sur leur objectivité et leur indépendance et iii) recommander au conseil qu'il prenne la mesure appropriée en réponse au rapport des auditeurs externes en vue d'établir avec satisfaction l'indépendance des auditeurs externes.
- f) Examiner et évaluer une fois l'an les éléments suivants :
 - i) le rendement de l'équipe des auditeurs externes et de l'associé responsable de la mission de cette équipe et faire une recommandation au conseil d'administration quant à la reconduction des auditeurs externes à l'assemblée annuelle des actionnaires de la société ou quant à leur congédiement;
 - ii) les modalités de la mission des auditeurs externes ainsi que leurs honoraires proposés;
 - iii) les plans et les résultats de l'audit externe;
 - iv) toute autre question connexe à la mission d'audit;
 - v) la mission des auditeurs externes en ce qui a trait aux services non liés à l'audit ainsi que les honoraires versés en contrepartie et leur incidence sur l'indépendance des auditeurs externes;
 - vi) le rapport annuel du Conseil canadien sur la reddition de comptes (le « CCRC ») concernant la qualité des audits au Canada et discuter des incidences de celui-ci sur Cenovus;
 - vii) tout rapport pouvant être publié par le CCRC concernant l'audit de Cenovus.
- g) Procéder régulièrement à un examen complet de l'auditeur externe dans le but d'aider le comité à repérer les points sur lesquels le cabinet d'audit externe pourrait possiblement s'améliorer et d'en venir à une conclusion finale quant à l'opportunité de retenir les services de l'auditeur externe à nouveau ou de solliciter des soumissions de la part d'autres auditeurs.
- h) Dans le cadre de l'examen et des discussions portant sur les renseignements fournis au comité conformément aux paragraphes c) à f) du présent article, évaluer les compétences, le rendement et l'indépendance des auditeurs externes, y compris établir si les contrôles de la qualité des auditeurs externes sont adéquats ou non ou si la prestation de services autorisés non liés à l'audit permet quand même de conserver l'indépendance des auditeurs, en tenant compte des opinions de la direction et du chef de l'audit interne. Le comité doit présenter ses conclusions au conseil à cet égard.
- i) Examiner la rotation des associés au sein de l'équipe de la mission d'audit, conformément aux lois applicables. Afin de garantir l'indépendance continue des auditeurs externes, déterminer s'il est approprié d'adopter une politique de rotation périodique du cabinet d'audit externe.
- j) Définir des politiques claires concernant l'engagement par la société d'employés ou d'anciens employés des auditeurs externes.
- k) Analyser avec la direction et les auditeurs externes les raisons pour lesquelles les services de cabinets d'audit où ne travaillent pas les principaux auditeurs externes sont retenus.

- l) Prendre en considération et examiner avec les auditeurs externes, la direction et le chef de l'audit interne les éléments suivants :
 - i) Les constatations importantes dégagées au cours de l'exercice et les réactions et le suivi de la direction à ce propos.
 - ii) Les difficultés éprouvées au cours de leurs audits, y compris des restrictions à l'égard de la portée de leur travail ou de l'accès aux renseignements requis, et la réaction de la direction à cet égard.
 - iii) Les désaccords importants entre les auditeurs externes ou les auditeurs internes et la direction.
 - iv) Les modifications devant être apportées à la portée prévue de leur plan d'audit.
 - v) Les ressources, le budget, les liens de communication, les responsabilités et les activités prévues des auditeurs externes.
 - vi) Le mandat du service d'audit interne.
 - vii) La conformité de l'audit interne avec les normes de l'Institute of Internal Auditors.

20. Groupe d'audit interne et indépendance

- a) Tenir des réunions périodiques distinctes avec le chef de l'audit interne.
- b) Examiner et approuver la nomination, la rémunération, le remplacement, la reconduction ou le congédiement du chef de l'audit interne.
- c) Confirmer annuellement l'indépendance du groupe d'audit interne et s'en assurer.

21. Approbation des services d'audit et des services non liés à l'audit

- a) Examiner et, le cas échéant, approuver la prestation de tous les services non liés à l'audit autorisés (y compris leurs modalités et la rémunération versée en contrepartie) avant la prestation de ces services par les auditeurs externes (sous réserve de l'exception pour les services non liés à l'audit de valeur minimale décrite dans la Loi de 1934 ou la législation et les règlements applicables des ACVM et de la SEC qui sont approuvés par le comité avant la fin de l'audit).
- b) Examiner et, s'ils sont appropriés et autorisés, approuver la prestation de tous les services d'audit (y compris leurs modalités et la rémunération versée en contrepartie) avant la prestation de ces services par les auditeurs externes.
- c) Si les approbations au préalable envisagées par les paragraphes a) et b) du présent article ne sont pas obtenues, approuver, s'ils sont jugés appropriés et autorisés, la prestation de tous les services d'audit et non liés à l'audit sans délai après que le comité ou un membre du comité à qui le pouvoir a été délégué a connaissance de la prestation de ces services.
- d) Déléguer, si le comité le juge nécessaire ou souhaitable, à des sous-comités composés d'un ou de plusieurs membres du comité, le pouvoir d'accorder les approbations au préalable et les approbations décrites aux paragraphes a) à c) du présent article. La décision d'un tel sous-comité d'accorder les approbations au préalable doit être soumise au comité plénier à sa prochaine réunion prévue.
- e) Établir des politiques et des procédures en vue des approbations au préalable décrites aux paragraphes a) et b) du présent article, pourvu que ces politiques et procédures comportent des précisions quant aux services particuliers, que le comité soit informé de chaque service, et que les politiques et procédures ne comprennent pas la délégation des responsabilités du comité, aux termes de la Loi de 1934 ou des lois et des règlements des ACVM et de la SEC pertinents, à la direction.

22. Autres questions

- a) Examiner et approuver la nomination, le remplacement, la reconduction ou le congédiement du chef des finances.
- b) Suivant un vote majoritaire du comité, les services de ressources externes peuvent être retenus si les services sont jugés souhaitables.

- c) Rendre compte des mesures prises par le comité au conseil d'administration et lui soumettre les recommandations que le comité peut juger appropriées.
- d) Mener ou autoriser des enquêtes à l'égard de toute question s'inscrivant dans le cadre des responsabilités du comité. Le comité a le pouvoir de retenir les services de conseillers juridiques, de comptables ou d'autres experts indépendants, et d'obtenir des conseils ou par ailleurs une aide de ces derniers, dans le cadre de toute enquête que le comité juge nécessaire et pour l'aider aux fins de celle-ci.
- e) Établir les fonds adéquats en vue du paiement, par la société i) de la rémunération des auditeurs externes aux fins d'établir ou de remettre un rapport d'audit ou d'exécuter d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation pour le compte de la société, ii) de la rémunération des conseillers dont le comité a retenu les services et iii) des frais administratifs habituels du comité qui sont nécessaires ou appropriés pour qu'il s'acquitte de ses tâches.
- f) Obtenir l'assurance des auditeurs externes que la communication de l'information au comité portant sur la découverte d'actes illégaux par les auditeurs externes n'est pas prescrite aux termes des dispositions de la Loi de 1934.
- g) Examiner et réévaluer le caractère adéquat du présent mandat chaque année et recommander les modifications au comité des candidatures et de gouvernance aux fins d'examen et, si elles sont jugées adéquates, en faire la recommandation au conseil aux fins de leur approbation.
- h) Envisager la mise en application des recommandations du comité des candidatures et de gouvernance du conseil en ce qui concerne l'efficacité, la structure, les procédures ou le mandat du comité.
- i) Exécuter toute autre fonction requise par la loi, les règlements de la société ou le conseil d'administration.
- j) Analyser toutes les autres questions que le conseil d'administration lui a soumises.

Les tâches et responsabilités d'un membre du comité s'ajoutent aux responsabilités énoncées pour ce membre du conseil.

Révision en date du : 11 février 2020

ANNEXE D

RAPPROCHEMENTS DES RENTRÉES NETTES

Les rentrées nettes sont une mesure non conforme aux PCGR d'usage courant dans le secteur du pétrole et du gaz naturel qui permet d'évaluer le rendement de l'exploitation sur une base unitaire. Les rentrées nettes correspondent à la différence entre le chiffre d'affaires brut et la somme des redevances, des frais de transport et de fluidification, des charges d'exploitation et des taxes sur la production et impôts miniers et du quotient obtenu en divisant cette différence par les volumes des ventes. Les rentrées nettes ne tiennent pas compte de la dépréciation hors trésorerie des produits en stock jusqu'à ce que les stocks soient vendus. Elles reflètent la marge de Cenovus sur un baril de bitume et de pétrole brut non mélangés. En tant que tel, le prix des ventes de bitume et de pétrole brut, les frais de transport et de fluidification et les volumes des ventes ne tiennent pas compte de l'effet des achats de condensats. Le condensat est mélangé avec du bitume et du pétrole brut lourd afin de réduire son épaisseur pour qu'il puisse être transporté jusqu'aux marchés. Notre calcul des rentrées nettes concorde avec la définition que l'on trouve dans le manuel intitulé « Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook ».

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des éléments financiers composant les rentrées nettes (en millions de dollars) avec la mesure conforme aux PCGR la plus près que l'on trouve dans les états financiers consolidés annuels et intermédiaires.

Exercice clos le 31 décembre 2019
(en millions de dollars)

	Selon les états financiers consolidés		Total en amont				
	Sables bitumineux ¹⁾	Deep Basin ¹⁾					
Produits des activités ordinaires							
Chiffre d'affaires brut	10 838	691	11 529				
moins les redevances	1 143	29	1 172				
	9 695	662	10 357				
Charges							
Transport et fluidification	5 152	82	5 234				
Exploitation	1 039	337	1 376				
Taxes sur la production et impôts miniers	–	1	1				
Rentrées nettes	3 504	242	3 746				
(Profit) Perte à la gestion des risques	23	–	23				
Marge d'exploitation	3 481	242	3 723				
Base pour le calcul des rentrées nettes			Selon le tableau ci-dessus				
	Ajustements						
	Pétrole léger et moyen	Gaz naturel	Total en amont				
	Bitume	LGN					
Chiffre d'affaires brut	6 806	118	209	311	4 021	64	11 529
Redevances	1 136	19	7	3	–	7	1 172
Transport et fluidification	1 132	5	27	50	4 021	(1)	5 234
Exploitation	1 031	19	74	219	–	33	1 376
Taxes sur la production et impôts miniers	–	–	–	1	–	–	1
Rentrées nettes	3 507	75	101	38	–	25	3 746
(Profit) Perte à la gestion des risques							23
Marge d'exploitation							3 723

1) Données tirées de la note 1 des états financiers consolidés.

Trimestre clos le 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

	Selon les états financiers consolidés		Total en amont
	Sables bitumineux ¹⁾	Deep Basin ¹⁾	
Produits des activités ordinaires			
Chiffre d'affaires brut	2 659	190	2 849
Moins les redevances	316	9	325
	<u>2 343</u>	<u>181</u>	<u>2 524</u>
Charges			
Transport et fluidification	1 416	20	1 436
Exploitation	268	80	348
Rentrées nettes	659	81	740
(Profit) Perte à la gestion des risques	(15)	-	(15)
Marge d'exploitation	<u>674</u>	<u>81</u>	<u>755</u>

	Base pour le calcul des rentrées nettes				Ajustements		Selon le tableau ci-dessus
	Bitume	Pétrole léger et moyen	LGN	Gaz naturel	Condensats	Autres	
Chiffre d'affaires brut	1 597	30	53	96	1 060	13	2 849
Redevances	309	5	2	2	-	7	325
Transport et fluidification	356	1	7	13	1 060	(1)	1 436
Exploitation	268	5	16	53	-	6	348
Rentrées nettes	<u>664</u>	<u>19</u>	<u>28</u>	<u>28</u>	<u>-</u>	<u>1</u>	<u>740</u>
(Profit) Perte à la gestion des risques							(15)
Marge d'exploitation							<u>755</u>

1) Données tirées de la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Trimestre clos le 30 septembre 2019

(en millions de dollars)

	Selon les états financiers consolidés		Total en amont
	Sables bitumineux ¹⁾	Deep Basin ¹⁾	
Produits des activités ordinaires			
Chiffre d'affaires brut	2 722	131	2 853
Moins les redevances	336	(4)	332
	<u>2 386</u>	<u>135</u>	<u>2 521</u>
Charges			
Transport et fluidification	1 249	20	1 269
Exploitation	227	77	304
Taxes sur la production et impôts miniers	-	1	1
Rentrées nettes	910	37	947
(Profit) Perte à la gestion des risques	(7)	-	(7)
Marge d'exploitation	<u>917</u>	<u>37</u>	<u>954</u>

	Base pour le calcul des rentrées nettes				Ajustements		Selon le tableau ci-dessus
	Bitume	Pétrole léger et moyen	LGN	Gaz naturel	Condensats	Autres	
Chiffre d'affaires brut	1 796	31	43	45	924	14	2 853
Redevances	336	3	(5)	(2)	-	-	332
Transport et fluidification	325	1	7	12	924	-	1 269
Exploitation	225	4	16	51	-	8	304
Taxes sur la production et impôts miniers	-	-	-	1	-	-	1
Rentrées nettes	<u>910</u>	<u>23</u>	<u>25</u>	<u>(17)</u>	<u>-</u>	<u>6</u>	<u>947</u>
(Profit) Perte à la gestion des risques							(7)
Marge d'exploitation							<u>954</u>

1) Données tirées de la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Trimestre clos le 30 juin 2019

(en millions de dollars)

	Selon les états financiers consolidés		Total en amont
	Sables bitumineux ¹⁾	Deep Basin ¹⁾	
Produits des activités ordinaires			
Chiffre d'affaires brut	3 030	150	3 180
Moins les redevances	314	10	324
	<u>2 716</u>	<u>140</u>	<u>2 856</u>
Charges			
Transport et fluidification	1 340	23	1 363
Exploitation	270	87	357
Rentrées nettes	<u>1 106</u>	<u>30</u>	<u>1 136</u>
(Profit) Perte à la gestion des risques	57	-	57
Marge d'exploitation	<u>1 049</u>	<u>30</u>	<u>1 079</u>

	Base pour le calcul des rentrées nettes				Ajustements		Selon le tableau ci-dessus
	Bitume	Pétrole léger et moyen	LGN	Gaz naturel	Condensats	Autres	Total en amont
Chiffre d'affaires brut	1 936	31	53	51	1 091	18	3 180
Redevances	314	7	4	(1)	-	-	324
Transport et fluidification	249	3	9	11	1 091	-	1 363
Exploitation	268	5	24	51	-	9	357
Rentrées nettes	<u>1 105</u>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>(10)</u>	<u>-</u>	<u>9</u>	<u>1 136</u>
(Profit) Perte à la gestion des risques							57
Marge d'exploitation							<u>1 079</u>

1) Données tirées de la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Trimestre clos le 31 mars 2019

(en millions de dollars)

	Selon les états financiers consolidés		Total en amont
	Sables bitumineux ¹⁾	Deep Basin ¹⁾	
Produits des activités ordinaires			
Chiffre d'affaires brut	2 427	220	2 647
Moins les redevances	177	14	191
	<u>2 250</u>	<u>206</u>	<u>2 456</u>
Charges			
Transport et fluidification	1 147	19	1 166
Exploitation	274	93	367
Rentrées nettes	<u>829</u>	<u>94</u>	<u>923</u>
(Profit) Perte à la gestion des risques	(12)	-	(12)
Marge d'exploitation	<u>841</u>	<u>94</u>	<u>935</u>

	Base pour le calcul des rentrées nettes				Ajustements		Selon le tableau ci-dessus
	Bitume	Pétrole léger et moyen	LGN	Gaz naturel	Condensats	Autres	Total en amont
Chiffre d'affaires brut	1 477	26	60	119	946	19	2 647
Redevances	177	4	6	4	-	-	191
Transport et fluidification	201	1	4	14	946	-	1 166
Exploitation	270	5	19	63	-	10	367
Rentrées nettes	<u>829</u>	<u>16</u>	<u>31</u>	<u>38</u>	<u>-</u>	<u>9</u>	<u>923</u>
(Profit) Perte à la gestion des risques							(12)
Marge d'exploitation							<u>935</u>

1) Données tirées de la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Le tableau suivant donne les volumes des ventes utilisés pour calculer les rentrées nettes.

Volumes des ventes

(Barils par jour, sauf indication contraire)	2019	T4	T3	T2	T1
Bitume					
Foster Creek	157 770	153 797	162 199	160 673	154 369
Christina Lake	188 910	207 399	192 929	178 845	176 079
Total du bitume	346 680	361 196	355 128	339 518	330 448
Pétrole brut et LGN					
Pétrole léger et moyen	4 911	4 991	4 929	4 904	4 820
LGN	21 762	21 206	21 175	21 513	23 183
Total du bitume, du pétrole brut et des LGN	373 353	387 393	381 232	365 935	358 451
Ventes de gaz naturel (Mpi³/j)¹⁾	424	403	407	432	458
Ventes totales (bep/j)	444 103	454 513	449 029	437 863	434 738

1) Comprend les volumes vendus entre les secteurs.